

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE DÉSARMEMENT DE L'IRISH REPUBLICAN ARMY :
DE LA LUTTE PARAMILITAIRE À LA LUTTE POLITIQUE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARIE-HÉLÈNE LAFOND

AOÛT 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

« Everyone, Republican or otherwise, has their own particular part to play. No part is too great or too small, no one is too old or too young to do something. »

- *Bobby Sands (1954-1981)*

REMERCIEMENTS

Voilà un an que le sujet de la démilitarisation de l'*Irish Republican Army* partage mon quotidien. Une telle recherche est avant tout un long parcours sur le chemin des apprentissages universitaires, professionnels et personnels... Et c'est tout un défi!

Je remercie mon directeur de recherche, Alex Macleod, pour son soutien, son appui et ses pistes de réflexion tout au long du processus. Un merci tout spécial pour les opportunités qui m'ont été offertes au sein du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité.

Je voudrais aussi exprimer ma gratitude à ma petite famille qui m'a accompagnée tout au long de ce projet universitaire. Mes remerciements vont particulièrement à ma sœur, Annie-Claude, pour ses encouragements et ses petites attentions; à ma mère, Martine Morissette, ma lectrice la plus fidèle et sans doute ma plus grande critique; et à mon père, Jean-Guy Lafond, pour lequel tout ce que je fais semble parfait!

Finalement, je tiens à remercier les professeurs et le personnel de l'UQAM qui ont fait des mes années d'études une période trépidante d'apprentissages. Mon parcours professionnel et personnel est certes enrichi de votre présence au cours des deux dernières années.

Bonne lecture

LE DÉSARMEMENT DE L'IRISH REPUBLICAN ARMY : DE LA LUTTE PARAMILITAIRE À LA LUTTE POLITIQUE

Table des matières

Résumé	p.vi
Liste des abréviations	p.vii
Les acteurs	p.viii
Notre question de recherche	p.2
Notre cadre analytique	p.5
Trois dynamiques pour comprendre le dépôt des armes	p.5
Les dynamiques internes : La nécessité de dominer et subordonner la lutte paramilitaire	p.6
Les dynamiques externo-nationales : La nécessité d'être intégré	p.7
Les dynamiques externo-internationales : La nécessité de s'internationaliser	p.8
Notre méthodologie	p.9

Chapitre 1

L'Irlande troublée : Une histoire complexe *p.13*

Les ancêtres de l' <i>Irish Republican Army</i>	p.15
Les années 1960 et la (re) naissance de l'IRA	p.17
Conclusion	p.18

Chapitre 2

1969 – 1990

Les dynamiques internes : Les débuts discrets du Sinn Fein

p.19

Partie I – 1969-1980 *p.20*

La bombe IRA et le durcissement des moyens paramilitaires	p.20
Qu'est l'IRA Provisoire?	p.23
La mission d'une IRA au bras de fer	p.26
L'organisation des Provos	p.26
Le Sinn Fein au sein de l'IRA	p.27
Les années 1970 : L'escalade de la violence	p.30
Bloody Sunday, Bloody Friday et l'impact politique	p.31
La fin de Stormont, la « Direct Rule » et les années noires de l'Irlande du Nord	p.33
La légalisation du Sinn Fein	p.35

Partie II – 1980-1990 *p.39*

Le conflit se poursuit mais...	p.39
Bobby Sands et une première tentative électorale	p.40
L'Armalite et le bulletin de vote	p.43
La nécessité d'une stratégie à deux volets	p.45
Des négociations secrètes intéressantes	p.49

Conclusion	p.51
------------	------

Chapitre 3

Les années 1990-1998

Les dynamiques externo-nationales : Le processus de paix
p.53

Partie I – Les années post-Accord de Belfast *p.54*

1990 : La décennie du Sinn Fein	p.54
Le cessez-le-feu prometteur	p.58
Les 6 principes de Mitchell	p.64
L’Accord de Belfast au tournant	p.66

Partie II – L’Accord de Belfast *p.67*

L’Accord de Belfast : la signature tant attendue	p.67
Des principes et des promesses sur papier	p.70
La concrétisation d’un accord fragile	p.73
L’Accord de Belfast selon le Sinn Fein et le mouvement républicain	p.74
La popularité du Sinn Fein	p.77
Conclusion	p.78

Chapitre 4
1998 – 2005
La démilitarisation tant attendue
p.79

L'impasse paramilitaire	p.79
Les craintes d'une division fatale	p.80
On clôt un chapitre	p.82
La fin de l'IRA	p.83
Conclusion	p.84

Chapitre 5
Les dynamiques externo-internationales
p.85

Bill Clinton en Irlande du Nord	p.86
Les pressions de l'immigration et de l'électorat irlando-américain	p.86
Un premier geste américain	p.88
La dépendance économique frappe fort	p.89
La lutte internationale au terrorisme	p.91
L'IRA face au terrorisme international	p.92
Le Sinn Fein dans l'eau chaude	p.92
Le Sinn Fein, partenaire international	p.95
Conclusion	p.96

Conclusion	p.98
Bibliographie	p.100

RÉSUMÉ

Peu d'études se penchent sur la démilitarisation de l'*Irish Republican Army* et la poursuite de sa lutte dans l'arène politique. Deux raisons m'ont poussée à étudier le conflit nord-irlandais. D'abord, il est intéressant d'étudier une organisation paramilitaire qui possède un lien symbiotique, une attache historique à un parti politique, le Sinn Féin, dont certains membres ont combattu dans ses rangs, sont présents à l'Assemblée nationale nord-irlandaise et agissent à titre de politiciens reconnus en Irlande du Nord.

De plus, les relations internationales du 21^e siècle créent d'importantes réflexions sur le phénomène de groupes paramilitaires politisés et le cas de l'*Irish Republican Army* est souvent repris par professeurs et journalistes comme exemple d'une victoire face à un groupe paramilitaire extrémiste. On insiste toutefois sur le fait qu'inclure la branche armée nord-irlandaise dans les négociations de paix relève d'une *exception* plutôt qu'une *règle* dans la lutte contre ces groupes. Pour bien des experts et des politiciens, il s'agit autant d'un modèle à suivre qu'à bannir dans cette lutte où la nostalgie du temps de la *bonne vieille IRA* semble incomparable aux demandes inaccessibles et à la terreur irrationnelle qu'engendre certains groupes paramilitaires d'aujourd'hui.

Ainsi, dans ce travail, nous nous intéressons à la relation qu'entretient l'IRA auprès de sa branche politique, le Sinn Féin comme facteur principal contribuant à la démilitarisation du groupe paramilitaire.

On se rend compte qu'une série de dynamiques sont à réunir afin d'encourager, voire de forcer, le dépôt des armes de l'IRA. Comme première dynamique, il est alors essentiel que la branche politique domine la branche paramilitaire. Pour ce faire, d'importants bouleversements internes bousculent la structure du mouvement afin que la branche politique contrôle la branche paramilitaire. De plus, la deuxième dynamique entraîne la branche politique à bénéficier d'une place au sein même des négociations de paix. Finalement, comme troisième dynamique, le soutien, voire la reconnaissance, de la communauté internationale, à la branche politique permet d'affirmer que la branche politique, le Sinn Féin, a subordonné la lutte armée de l'IRA.

Mots clés : Irish Republican Army, Sinn Féin, Accord de Belfast, démilitarisation.

Liste des Abréviations

AP – Alliance Party

DUP – Democratic Unionist Party

FARC – *Forces armées révolutionnaires de Colombie*

IICD – Commission internationale indépendante sur la démilitarisation de l'Irlande du Nord

CIRA – Continuity Irish Republican Army

IRA – Irish Republican Army/Óglaigh na hÉireann

OIRA– Official Irish Republican Army

PIRA – Provisional Irish Republican Army

RIRA – Real Irish Republican Army

RUC – Royal Ulster Constabulary

SDLP – Social Democratic and Labour Party

PSF – Provisional Sinn Féin

UDP – Ulster Democratic Party

UE – Union européenne

UUP – Ulster Unionist Party

PUP – Progressive Unionist Party

UVF – Ulster Volunteers Force

Les acteurs

Les médiateurs

GEORGE MITCHELL

Ancien sénateur américain, il préside les négociations.

JOHN DE CHASTELAIN

Chef de la Commission internationale indépendante sur la démilitarisation de l'Irlande du Nord.

Les dirigeants

BERTIE AHERN

Premier ministre irlandais.

TONY BLAIR

Premier ministre britannique, précédé de Margaret Thatcher et de John Major.

BILL CLINTON

Président des États-Unis.

Les partis politiques

ALLIANCE PARTY

Seul parti à posséder des représentants catholiques et protestants, dirigé par Lord Alderdice.

DEMOCRATIC UNIONIST PARTY

Deuxième grande formation protestante, dirigée par le pasteur Ian Paisley.

LABOUR COALITION

Coalition de plusieurs petits mouvements de gauche, dirigée par Malachi Curran.

SINN FEIN

Plus large parti nationaliste et catholique d'Irlande du Nord, considéré comme la vitrine politique de l'Armée républicaine irlandaise, dirigé par Gerry Adams et Martin McGuinness.

SOCIAL DEMOCRATIC AND LABOUR PARTY

Parti catholique dirigé par John Hume, détrôné de son titre de plus large parti catholique par le Sinn Fein.

ULSTER DEMOCRATIC PARTY

Vitrine politique de l'Association de défense de l'Ulster, mouvement paramilitaire interdit, dirigé par Gary McMichael.

ULSTER UNIONIST PARTY

Principale formation unioniste modérée, plus grand parti d'Irlande du Nord, dirigé par David Trimble et John Taylor.

PROGRESSIVE UNIONIST PARTY

Vitrine politique de l'Ulster Volunteers Force, dirigée par David Ervine.

WOMEN'S COALITION

Parti créé en 1997 par des femmes au nom de la paix, dirigé par Monica McWilliams.

LE DÉSARMEMENT DE L'IRISH REPUBLICAN ARMY : DE LA LUTTE PARAMILITAIRE À LA LUTTE POLITIQUE

Le théoricien Carl von Clausewitz, dans son célèbre ouvrage *De la Guerre*, rappelle qu'en aucun cas, la guerre n'est un but. La paix, elle, en est un (Clausewitz, 1832).

Le président du Sinn Féin et ancien « Chief of Staff » (« chef d'état-major ») de l'Irish Republican Army (IRA), Gerry Adams, divise le conflit nord-irlandais en trois temps pour réaliser la paix. Il y a d'abord un temps pour la résistance, un autre pour l'engagement et finalement la paix qui cimente les efforts de reconstruction politique :

« National liberation struggle can have different phases. There is a time to resist, to stand up and to confront the enemy by arms if necessary. In other words, unfortunately, there is a time for war. There is also a time to engage. To reach out. To put war behind us all. There is a time for peace. There is a time for justice. There is a time for rebuilding. This is that time » (Adams, 2005, p.123).

On est en 2005 et c'est le temps de la paix pour l'IRA. Par une journée chaude de juillet, le groupe paramilitaire annonce la cessation officielle de toutes ses activités, le plus important geste de son histoire, avant que Tony Blair ne prenne la parole : « The day when finally after all the false dawns and dashed hopes, peace replaces war. Politics replaces terror on the Island of Ireland. I welcome the statement of the IRA that ends its campaign. I welcome its clarity. I welcome the recognition that the only route to political change lies in exclusively peaceful and democratic means » (Tempest, 2005).

Moins de deux mois suivant cette annonce historique, la Commission internationale indépendante sur la démilitarisation de l'Irlande du Nord (IICD), chargée de superviser et de témoigner du désarmement, déclare que le groupe a finalement procédé à la destruction complète de ses armes.

Cette décision est l'aboutissement de plus de trois décennies de négociations parfois secrètes, parfois publiques et de cessez-le-feu avortés. L'annonce est déterminante dans l'histoire de l'Irlande du Nord : l'IRA se résout à abandonner sa lutte armée. C'est la fin des journées troublées de l'Irlande du Nord.

Notre question de recherche

Afin de comprendre les raisons du dépôt des armes de l'IRA, notre analyse examine la relation que l'IRA entretient avec le Sinn Féin et les jeux d'influence au sein du mouvement qui ont influencé le groupe paramilitaire à rendre les armes. En effet, c'est en déterminant la nature de cette relation IRA-Sinn Féin et des débats internes que l'on comprend davantage la décision de déposer les armes. En effet, pourquoi l'IRA en vient-elle à prendre la décision de détruire son arsenal militaire et de laisser le Sinn Féin poursuivre sa raison d'être, c'est-à-dire la réunification irlandaise, le « be-all and end-all » de l'IRA?

Nous croyons que l'IRA a déposé les armes parce que sa lutte armée a été dominée, voire subordonnée, par sa branche politique, le Sinn Féin, dans le cadre d'un processus de paix inclusif qui ouvre la voie à une lutte politique gérée par des institutions démocratiques et représentatives au sein d'un gouvernement de partage.

Notre analyse démontre qu'une relation de domination, voire de subordination, du politique sur la lutte armée, est essentielle dans le processus de

démilitarisation d'un groupe paramilitaire. L'examen de la relation entre le Sinn Fein et l'IRA, du contexte de l'émergence de l'IRA en 1969 et des étapes qui ont conduites au processus de paix permet d'identifier les trois dynamiques qui ont joué sur la domination du politique sur le militaire. C'est en raison de l'ascendant politique pris par le Sinn Fein que l'IRA délaisse complètement la lutte paramilitaire.

Premièrement, bien qu'il nécessite plusieurs années avant que l'IRA ne réalise qu'un avenir soit possible à travers le Sinn Fein, d'importants changements internes influencent la domination du Sinn Fein qui gagne en importance au cours des années 1980-90. L'arrivée de leaders clés, certains anciens membres de l'IRA, qui influencent les rangs politiques et le contexte des années 1970-80 ont un impact sur l'intégration du politique à la lutte paramilitaire : « The lines between Sinn Fein and the IRA have been blurred for so many decades that it is difficult to extricate one or the other from their common historical, cultural and political roots. There is no doubt that Sinn Fein has become far more than the political wing of the IRA » (Maillot, 2005 :182).

Deuxièmement, le mouvement politique s'intègre au processus de paix et s'implique dans la recherche de solutions durables. Le processus de paix conduisant à l'Accord de Belfast est inclusif : le Sinn Fein s'engage dans une dynamique de négociation, approuve l'Accord et par la suite, s'implique dans l'instauration d'un gouvernement de partage composé d'institutions politiques représentatives tant des républicains que des unionistes. Le Sinn Fein est présent au cours des dernières années précédant l'Accord de Vendredi Saint et ses membres adhèrent aux propositions de l'Accord. De plus, le Sinn Fein fait preuve de flexibilité et d'une excellente capacité de compromis dans les efforts de paix.

Troisièmement, le mouvement politique domine largement le mouvement paramilitaire en créant d'importants liens internationaux qui soutiennent la lutte dans l'arène politique. Bill Clinton, ancien président américain, est sans doute l'allié le plus connu du Sinn Fein et du processus de paix alors que les portes de la Maison-Blanche s'ouvrent à Adams en 1994. De plus, nous verrons que le contexte international chamboulé par les attentats du 11 septembre 2001 est un facteur relatif à la démilitarisation de l'IRA.

En dominant l'IRA, en intégrant le processus de paix, mais également les institutions politiques d'Irlande du Nord et en République d'Irlande, en devenant le plus grand parti républicain tant au Nord qu'au Sud et en développant d'importants partenariats avec des acteurs internationaux, le Sinn Fein devient porteur d'un avenir politique pacifique pour une IRA autrefois violente.

Le cas de l'Irlande du Nord est pertinent, car les leçons apprises au cours des trente ans que dure le conflit sont des outils indispensables à la gestion de conflits nationaux où la présence de groupes paramilitaires ne peut être ignorée.

L'IRA et le Sinn Fein présentent une occasion intéressante d'analyser la combinaison de l'action politique et de l'action paramilitaire au sein d'un processus de paix et de comprendre pourquoi le succès de l'un se fait souvent au détriment de l'autre.

Notre étude de cas, de type historique, se limite à la période de 1969, année où l'IRA Provisoire voit le jour et se termine avec le dépôt des armes en 2005. La période choisie couvre l'ensemble de l'existence de l'IRA Provisoire sur laquelle porte entièrement notre mémoire. Il faut plus de 30 ans à l'IRA Provisoire afin de prendre la décision de déposer les armes. Afin d'expliquer le dépôt des armes,

l'analyse porte sur la relation qu'entretient l'IRA auprès du Sinn Fein et comment cette relation a conduit le Sinn Fein à dominer l'IRA et à entraîner le dépôt des armes au cours d'événements clés qui ont chamboulé les rangs de l'IRA dont l'élaboration de la plate-forme politique du Sinn Fein.

Notre cadre analytique

Notre mémoire se base sur un cadre d'analyse conçu suite à l'analyse des dynamiques énumérées ci-haut. Elles constituent les critères qui nous aident dans la formulation de notre cadre d'analyse.

Des facteurs sont cruciaux afin d'en arriver au dépôt des armes du groupe paramilitaire : « If there is one lesson to learn from Northern Ireland experience, it is that preconditions are crucial in ending violence and producing a settlement » (Bjorgo et al., 2009, pp. 96-97). En effet, le processus précédant la démilitarisation est marqué par une série de dynamiques et de conditions déterminées par les acteurs du conflit et du processus de paix. Notre cadre analytique n'y échappe pas.

Trois dynamiques pour comprendre le dépôt des armes

Suite à notre analyse, une série de dynamiques nous semblent déterminantes afin d'expliquer comment le Sinn Fein a finalement dominé l'IRA et ainsi entraîné le dépôt final de l'arsenal : les **dynamiques internes**, c'est-à-dire celles qui touchent aux changements et au jeu d'influence internes du mouvement de l'IRA et du Sinn Fein; les **dynamiques externo-nationales**, celles qui sont externes au mouvement, mais qui demeurent de niveau national, en Irlande du Nord, en République d'Irlande et au Royaume-Uni; et les **dynamiques externo-internationales**, c'est-à-dire, les dynamiques externes à la structure, à l'organisation et à la région du conflit qui

influencent la structure interne des groupes paramilitaires et ce, sur le plan international.

Les dynamiques internes : La prédominance du jeu politique et la subordination du Sinn Fein

Les dynamiques internes sont relatives aux changements et aux divisions internes que subissent les groupes paramilitaires et leur branche politique dans le processus de paix. Elles sont propres au mouvement républicain des Troubles. On se rend compte qu'il est essentiel que le mouvement politique domine la branche paramilitaire. La combinaison politico-militaire ne peut se poursuivre en parallèle l'un de l'autre. Le succès de l'un se fait au détriment de l'autre.

Afin d'analyser cette première dynamique, plusieurs facteurs sont mis à contribution : les bouleversements de la relation IRA-Sinn Fein à travers les Troubles; la nature des débats et des jeux d'influence internes quant au processus de paix et au processus de démilitarisation; la chaîne de commandement; et la présence de leaders forts. On note que des acteurs clés de l'IRA-Sinn Fein tels Gerry Adams et Martin McGuinness représentent des meneurs dont le leadership fort, charismatique et influent est essentiel afin de convaincre la branche paramilitaire de la nécessité d'abandonner les armes et de revoir la stratégie paramilitaire pour une stratégie pacifique et politique. Utilisant de leur influence, ils contrôlent tant l'IRA que le Sinn Fein.

Leur reconnaissance tant au sein de la branche paramilitaire que politique démontre le poids qu'ont exercé ces acteurs clés et leur influence sur l'abandon des armes. Finalement, on note également qu'une division interne de la chaîne de commandement/processus décisionnel a isolé la branche paramilitaire, que l'IRA se trouve en situation financière précaire et qu'à la fin des années 1980, ses ressources

humaines se retrouvent réduites. Face à une force de sécurité britannique plus puissante et plus sophistiquée qu'auparavant, l'IRA ne peut se relever.

Les dynamiques externo-nationales : La nécessité d'être intégré

Les dynamiques externo-nationales, c'est-à-dire les dynamiques externes à la structure et à l'organisation des groupes, se définissent par l'intégration de partis ou de groupes paramilitaires au processus de paix et ce, au niveau national, en Irlande du Nord, en République d'Irlande et au Royaume-Uni. Les dynamiques externo-nationales sont propres à l'ensemble des acteurs de la scène politique irlandaise-britannique. Le Sinn Féin participe au processus de paix, à la signature et à l'implantation d'un accord. Le parti adopte également une stratégie de paix que l'on retrouve dans leurs publications politiques et dans leurs programmes politiques. En effet, le Sinn Féin fait preuve de flexibilité dans les négociations et est enclin à la décision d'appuyer l'Accord :

« The transformation of the thinking in the Republican base and the IRA over the last ten years has been phenomenal. There is no doubt that ten years ago, if you had said 'Let's return to Stormont' or 'implement a ceasefire' you would have got kicked to death, whereas now they seem the most logical and practical steps and the most realistic way forward » (Bean, 2007 :121).

L'exclusion du Sinn Féin des négociations aurait entraîné la poursuite des violences. Cette deuxième dynamique se base sur des facteurs tels l'ouverture du système politique; le gouvernement britannique de Tony Blair et irlandais de Bertie Ahern à la fin des années 1990; le processus de négociation; et la volonté des groupes politiques à entamer un processus de paix. En effet, Blair invite le Sinn Féin à prendre le train des négociations multipartites en 1997, ce que le Sinn Féin accepte :
« Our party is committed to dealing with the central issues, to challenging the causes

of conflict in Ireland and by doing so to create the real conditions in which real and lasting peace can be achieved » (O'Broin, 2009 : 265).

Le processus de paix doit être basé sur la promesse d'institutions démocratiques et représentatives. Il doit être garant d'un processus de démocratisation de l'État. En Irlande du Nord, cette garantie se traduit par l'Accord de Belfast en 1998 qui promet un gouvernement de partage auquel adhère le Sinn Fein et la promesse que si majorité il y a, l'unification irlandaise est maintenant chose possible.

Comme autre facteur, le parti politique doit faire son entrée électorale. Au début des années 1980, le Sinn Fein enregistre ses premières victoires électorales. Les députés du Sinn Fein, sous le leadership de Martin McGuinness, joignent la table des négociations en 1997, négociations qui conduisent à l'Accord de Belfast.

Les dynamiques externo-internationales : La nécessité de s'internationaliser

Finalement, les dynamiques externo-internationales permettent également d'obtenir un important soutien de la communauté internationale. Le processus de paix en Irlande du Nord bénéficie grandement de l'influence de l'administration de Bill Clinton, alors que le président américain de l'époque invite Gerry Adams à la Maison-Blanche. Les voyages de Clinton en Irlande du Nord forcent le processus de paix vers une résolution pacifique du conflit. La guerre au terrorisme du 21^e siècle constitue aussi un levier parachevant la neutralisation de l'IRA.

Ces trois dynamiques et leurs facteurs permettent de comprendre comment le Sinn Fein domine l'IRA et entraîne le groupe paramilitaire à abandonner les armes.

Nous croyons que la domination du Sinn Fein, l'intégration du groupe dans un processus de paix basé sur des institutions politiques démocratiques et représentatives, l'apport de la communauté internationale expliquent les raisons du dépôt des armes de l'IRA en 2005.

Notre méthodologie

De nombreux partis et groupes paramilitaires ont participé aux trente ans de conflit nord-irlandais et au processus de paix. Les négociations ont certes une portée internationale, incluant l'expertise de Canadiens, d'Américains et d'Européens. Une dizaine de représentants de tous les partis, d'associations et de représentants politiques de groupes paramilitaires, tant du côté républicain qu'unioniste, ont tous participé aux négociations.

Afin de mener à bien cette étude, le choix s'arrête sur le Sinn Fein et l'Irish Republican Army. Bien que cette analyse ne prenne pas en compte les groupes paramilitaires unionistes, l'étude n'oublie pas qu'un processus semblable de désarmement s'est tenu dans ses rangs. Nous tenons également à mentionner l'important rôle de la société civile, des organisations non gouvernementales et communautaires dans la finalité de l'IRA.

L'approche historique et qualitative est l'angle privilégié pour ce projet d'étude. Il s'agit d'une étude de cas et d'une analyse empirique qui se rapporte aux faits historiques de la période choisie. Nous prendrons d'ailleurs appui sur une solide littérature.

Notre cadre d'analyse est constitué de trois grandes dynamiques : la domination du politique sur le militaire, l'intégration du politique au processus de

paix et la présence, voire l'apport, de la communauté internationale comme moyen de pression à la réussite de la paix.

Pour chaque dynamique – domination, intégration, internationalisation - nous avons puisé les informations au sein de sources primaires. Nous retrouvons des documents résumant l'élaboration et la pratique de la stratégie politique du parti, qui comprennent souvent des témoignages de l'époque sur les jeux d'influence exercés par le leadership de l'IRA et du Sinn Fein. Il existe des témoignages qui donnent un aperçu de la relation, des actions et du fonctionnement interne, des débats qui conduisent à la fin de l'abstention politique du Sinn Fein lors des Ard Fheis et ce, tout au cours du processus de paix. Nous prenons appui sur les discussions qui ont porté sur le processus de paix, le Sinn Fein et le processus de démilitarisation qui ont marqué les rangs de l'IRA au cours des années 1970, alors que les Troubles frappent fort et ce, jusqu'au 26 septembre 2005 alors que l'IRA annonce la cessation officielle de toutes ses activités et la fin de sa lutte paramilitaire.

L'objectif de ce mémoire est de rendre compte de la relation IRA-Sinn Fein et des jeux d'influence entre ces deux entités et comment le Sinn Fein a finalement dominé la lutte paramilitaire par une lutte uniquement politique. Ainsi, notre démarche consiste essentiellement à analyser le contenu des documents mentionnés ci-bas.

Ce mémoire comporte donc 5 chapitres. Le premier chapitre est un aperçu historique de la période précédant les Troubles de 1969 et comment l'histoire contemporaine de l'île irlandaise influence la conduite des Troubles et la structure des rangs de l'IRA.

Le deuxième chapitre aborde les dynamiques internes et se concentre sur l'analyse de la relation IRA-Sinn Fein au cours des premières années de Troubles et la domination du Sinn Fein sur l'IRA, notamment à travers la politisation et les succès politiques du parti. Pour ce faire, la littérature consultée contient une série d'ouvrages scientifiques (Bloomer et Edwards : 2008; Heiberg, O'Leary et Tirman : 2007; Taylor : 1998; van Engeland et Rudolph : 2008; etc.), de discours tant de la part du Sinn Fein (Building a Permanent Peace in Ireland : 2006; Seizing the Moment : 2005; A bridge to the Future : 1998; An address to the IRA : 1998; Removing the Causes of the Conflict : 1998; Towards a Lasting Peace : 1992;) que de l'IRA (All arms put beyond use :2005a; 2005b; 2005c; 2004;), d'articles de journaux et de témoignages sur les nombreuses communications entre les deux groupes afin de saisir toute la complexité d'une telle relation dans le cadre d'un processus de paix.

Le mémoire prend appui sur l'ouvrage de Ed Moloney (The Secret History of the IRA : 2007, 2e édition) et d'un ouvrage clé de Tim Pat Coogan (The IRA : A History, 1994) afin de dresser un portrait des débats et des discussions internes qui ont chamboulé les rangs de l'IRA lors de cette période et du dépôt officiel des armes. De plus, les documents du réseau « Conflict Archives on the Internet » (CAIN) représentent une source primaire pour les besoins de ce mémoire.

Le troisième chapitre, de 1990 à 1998, présente les dynamiques extero-nationales et analyse l'aspect inclusif du Sinn Fein dans le cadre du processus de paix conduisant à l'Accord de Belfast. L'intégration du Sinn Fein est un long processus au sein des rangs du mouvement, le chapitre aborde également la stratégie de paix adoptée par le parti. C'est la deuxième condition vers le dépôt des armes. Des ouvrages scientifiques, des discours et des articles analysent le processus de paix face à l'entrée politique du Sinn Fein : Adams (2005; 2001), Feeney (2003) et O'Broin (2009). De plus, une série d'ouvrages consultés analysent le rôle du Sinn Fein au sein

de l'Accord de Belfast (Ruane et Todd : 1999; Stevenson : 1998; etc.) et le processus électoral mis en œuvre suite à la signature d'un tel accord (Bean : 2007; Maillot : 2005; etc.).

Le quatrième chapitre couvre les dernières années de l'IRA, de la signature de l'Accord de Belfast au dépôt final des armes en 2005. Ce chapitre aborde les étapes finales du dépôt des armes face à un nouveau contexte politique issu de l'Accord.

Quant au cinquième chapitre, il analyse les dynamiques externo-internationales, c'est-à-dire l'apport de la présence américaine, sous le gouvernement de Clinton, dans le processus de paix et l'orchestration de la lutte internationale au terrorisme comme dernier coup de grâce à l'IRA. Cette dynamique présente le troisième volet de la méthodologie : le soutien de la communauté internationale au processus de paix. Pour ce faire, cette partie du mémoire se penche sur l'appui de l'administration de Bill Clinton au processus de paix (Stevenson : 1996-1997) ainsi que la lutte internationale au terrorisme comme impact contextuel à la lutte armée de l'IRA (Cunningham : 2009; Frampton : 2009).

La contradiction stratégique de la lutte paramilitaire et de la lutte politique a permis le succès de l'un, le Sinn Féin, au détriment de l'autre, l'IRA. Cette analyse suit également l'ordre chronologique des Troubles, de la formation de l'IRA Provisoire en 1969 suite à une scission des rangs de l'IRA Officielle, de la destruction finale de l'arsenal républicain en 2005.

Chapitre 1

L'Irlande troublée : Une histoire complexe

Les « Troubles » (en irlandais: Na Trioblóidí) sont une période de conflit ethno-politique en Irlande du Nord qui atteint l'Angleterre, la République de l'Irlande et le continent européen. On détermine le début des Troubles aux années 1960 et la fin avec la signature de l'Accord de Belfast, ou Accord de Vendredi Saint, en 1998. Malgré la signature de l'Accord, les violences continuent de manière sporadique et ce, jusqu'en 2005 où l'IRA annonce son dernier et officiel cessez-le-feu et que la destruction de son arsenal est constatée par l'IICD.

Les principaux enjeux des Troubles abordent la question constitutionnelle de l'Irlande du Nord et les relations entre protestants, identifiés comme unionistes et catholiques, identifiés comme républicains. Au début des années 1960, le pourcentage de personnes qui se déclarent protestantes se situe entre 64 et 66% tandis que le pourcentage de personnes se disant catholiques varie entre 33 et 35% (Courbage, Y., 1996 : 468). En 2001, les chiffres se situent à 45.57% chez les protestants, 40.26% chez les catholiques alors que plus de 13.88% de la population ne s'identifie à aucun des deux groupes (Northern Ireland Census, 2001, table KS07a : Religion). Les principaux acteurs des Troubles sont les groupes paramilitaires loyalistes (dont les principaux sont l'Ulster Volunteer Force (UVF), l'Ulster Defence Association (UDA) et la Loyalist Volunteer Force (LVF)) et républicains (dont les principaux sont l'IRA Officielle et les scissions : l'IRA Provisoire, l'IRA Continue, l'IRA Véritable; et l'Irish National Liberation Movement (INLA)), les forces de sécurité britanniques et de la République d'Irlande ainsi que politiciens et militants politiques qui participent au processus de paix.

La violence des Troubles est caractérisée par les fortes campagnes de l'IRA et des groupes paramilitaires loyalistes. L'IRA a pour objectif de mettre fin à la domination britannique en Irlande du Nord et de créer une Irlande unie avec la République d'Irlande. Les groupes loyalistes, eux, luttent contre l'IRA en faveur du maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique estime que ses forces sont neutres dans le conflit et que sa mission est de faire respecter la loi et l'ordre en Irlande du Nord. Alors que Londres est au fait des mouvements d'indépendance qui marquent son paysage politique, tel que ceux que l'on retrouve au Pays de Galles, le 10 Downing Street ne tient pas à créer un précédent en acquiesçant à la requête du mouvement républicain.

En République d'Irlande, on ne tient pas nécessairement à la réunification de l'Irlande, au risque d'être identifié au conflit et on craint que les Troubles traversent les frontières. Toutefois, Dublin se trouve au cœur du processus de paix et de la stratégie nationale du Sinn Féin, forçant la capitale dublinoise à revoir sa position et son engagement face au conflit.

Un processus de paix conduisant à l'Accord de Belfast en 1998 met fin aux Troubles. L'Accord réitère la position de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni à moins d'un vote majoritaire en faveur de l'indépendance. Le gouvernement britannique reconnaît pour la première fois que les Irlandais d'Irlande du Nord ont le droit de gérer et de résoudre les questions relatives du Nord et du Sud sans ingérence britannique et par consentement mutuel.

Bien que le nombre de participants actifs dans le conflit et dans les violences perpétrées représente deux communautés sectaires, il demeure relativement faible.

Malgré tout, les Troubles ont affecté bien des gens, en Irlande du Nord, en République d'Irlande et au Royaume-Uni et ce, sur une base quotidienne. En février 2007, la base de données de Malcolm Sutton, auteur de *Bear in mind these Dead... And Index of Deaths from the Conflict in Ireland* (Sutton, 2001), est révisée à la hausse et le chiffre officiel est maintenant de 3 524 décès causés par les Troubles.

Les ancêtres de l'*Irish Republican Army*

Au début du 20^e siècle, les rumeurs circulent quant à une « Home Rule » ou un « limited Irish self-government » (« gouvernement irlandais autonome limité »). En réponse à ces rumeurs, plusieurs groupes et mouvements se créent, dont le Sinn Féin en 1905, créé par Arthur Griffith, politicien irlandais. Des groupes d'unionistes et protestants du Nord se forment également afin de résister à un tel gouvernement avec le Sud, sous crainte d'être gérés par une majorité catholique. C'est la création de l'Ulster Volunteers, un group paramilitaire loyaliste. Ce groupe a tôt fait d'encourager la création d'un groupe similaire du côté catholique, les Irish Volunteers, qui deviennent par la suite l'Irish Republican Brotherhood.

L'éclatement de la Première Guerre mondiale retarde l'explosion du conflit irlandais et le règlement de la question de l'indépendance. Toutefois, en 1916, un soulèvement secoue la capitale dublinoise. En cette journée d'avril 1916, Patrick Pearse, professeur, poète et républicain, proclame la République irlandaise indépendante. Dans le souvenir républicain, cette semaine de Pâques est un événement significatif pour la création de l'IRA: « The Republic which was declared at the Rising of Easter Week, was Ireland's expression of the freedom she aspired to. It was our way of saying that we wished to challenge Britain's right to dominate us », affirmait Michael Collins, leader républicain révolutionnaire (English, 2003 : 3). Ces quelques jours que durent le soulèvement et la déclaration du gouvernement

indépendant de l'Irlande sont encore, dans les années 1960 et 1970, imprégnés dans le souvenir républicain.

Suivant le soulèvement de Pâques à Dublin, le Sinn Fein, parti républicain proche des Irish Volunteers, remporte une majorité de sièges en Irlande et met sur pied le premier Dáil, le parlement irlandais, à Dublin en 1916. Sa victoire est majoritairement favorisée par le spectre d'une conscription au sein de l'armée britannique. La guerre d'indépendance irlandaise éclate suivant la déclaration d'indépendance de l'Irlande du 21 janvier 1919. En Irlande du Nord, la situation est tout autre : six comtés forment l'Irlande du Nord et demeurent sous un régime gouvernemental britannique, distinct et décentralisé de Londres. Ce nouveau régime en Irlande du Nord est caractérisé de « partitionniste », c'est-à-dire la mise sur pied de deux juridictions, celle du Nord et celle du Sud. Les succès du Sinn Fein au Sud ne traversent pas la frontière et les élections de 1918 au Nord laissent place à une forte majorité unioniste.

Malgré les débats soulevés par la juridiction du Nord, le traité du 6 décembre 1921 entérine la partition de l'île et les 26 comtés du Sud bénéficient d'un statut semblable à un « dominion », où les comtés du Nord demeurent de juridiction britannique. Ce traité entraîne une division dans les rangs du mouvement républicain alors que, d'un côté, Eamon de Valera, président du gouvernement provisoire irlandais, refuse de signer et d'un autre côté, les fidèles de Arthur Griffith, fondateur du Sinn Fein, approuvent le traité. Tel que l'histoire le démontre, le traité est approuvé et Michael Collins prend les rênes du gouvernement alors que de Valera orchestre l'opposition au traité de paix. Se crée alors en 1922, l'Irish Republican Army.

Malgré le décès de Griffith et l'assassinat de Collins, tous deux en 1922, le projet de Constitution est accepté et le Parlement du Royaume-Uni officialise la naissance de l'État libre d'Irlande le 6 décembre 1922 par l'Irish Free State Constitution Act. Le traité entre en vigueur de façon violente. On dénombre plus de 500 décès causés par la violence sectaire entre 1920 et 1922, la plupart étant des catholiques. L'IRA des Troubles est l'héritage de la guerre d'indépendance qui aura un impact majeur dans le paysage politique de l'Irlande du Nord dès les années 1960.

Les années 1960 et la (re) naissance de l'IRA

Lors du 50e anniversaire du soulèvement de Pâques 1916, l'UVF se crée afin de contrer l'IRA qui mène toute une série d'attaques contre l'Irlande du Nord. Le 21 mai 1966, l'UVF déclare :

« From this day, we declare war against the IRA and its splinter groups. Known IRA men will be executed mercilessly and without hesitation. Less extreme measures will be taken against anyone sheltering or helping them, but if they persist in giving them aid, then more extreme methods will be adopted... We solemnly warn the authorities to make no more speeches of appeasement. We are heavily armed Protestants dedicated to this cause » (UVF, 1966).

Les attaques contre les catholiques se multiplient alors que l'UVF lance sa campagne d'intimidation. L'IRA semble toujours absente du paysage.

Le 20 juin 1968, Austin Currie, député du Nationalist Party, entame sa campagne contre la discrimination envers les catholiques, notamment en matière de logements. Face à une telle situation, Currie lance un mouvement de manifestations

pacifistes en faveur des droits civiques en Irlande du Nord. Ce mouvement caractérisé par la controverse et la violence devient un élément déclencheur des Troubles.

En 1968, la Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA) déferle les rues afin d'exiger la fin de la sous-représentation électorale des catholiques et de meilleures conditions pour la communauté. Dans les rangs unionistes, la NICRA est associée à un cheval de Troie envoyé par l'IRA.

Ces manifestations, caractérisées par la violence, sont bannies par le gouvernement nord-irlandais de Terence O'Neil. Face aux émeutes provoquées par la situation, la République d'Irlande annonce publiquement son appui aux catholiques du Nord, un appui perçu comme une ingérence par les unionistes.

Conclusion

Le contexte politique des années 1960, la présence de groupes paramilitaires unionistes et la violence des marches du mouvement civil influencent le début des Troubles et entraînent une scission historique chez l'IRA qui a un impact majeur dans la conduite des affaires nord-irlandaises pour les années à venir.

Chapitre 2

1969 – 1990

Les dynamiques internes : Les débuts discrets du Sinn Fein

Dans ce chapitre, nous étudions les bouleversements de la relation IRA-Sinn Fein, les premières journées violentes des Troubles aux premiers pas politiques et électoraux du Sinn Fein au cours des années 1980. La relation complexe et les nombreux liens controversés entre les politiciens du Sinn Fein et les membres de l'IRA sont analysés. Il est essentiel de comprendre la nature de leur relation et comment le succès de l'un se fait au détriment de l'autre. De plus, nous verrons ce qui amène la subordination de la tactique paramilitaire à la lutte politique alors que le Sinn Fein entreprend ses premières actions politiques au début des années 1980.

Nous verrons également que le succès politique du Sinn Fein et sa nouvelle notoriété sur la scène publique et dans le processus de paix entravent la lutte paramilitaire de l'IRA. La relation aile paramilitaire/aile politique est difficilement imaginable, journalistes et auteurs ne sont pas sans plaisanter : « As an Irish Republican Army man in 1980s, Martin Ferris tried to smuggle weapons into County Kerry and spent 10 years in prison for it. As a candidate for Sinn Fein, the IRA's political wing, he is now campaigning to spend the next five years in Dublin Parliamentary » (Weinberg et al., 2003 :108).

PARTIE I –1969-1980

La bombe IRA et le durcissement des moyens paramilitaires

« The slogan **I Ran Away** was a turning point for contemporary republicanism. What it said to the people on the ground was that they had failed their community in the ghettos in Belfast and Derry. That they needed to go back to traditional methods » (PBS, WGBH/Frontline, 1998). C'est sur ces bases que débutent les années 1960 alors que l'IRA Officielle du soulèvement de Pâques est peu présente et la situation des catholiques ne s'améliore toujours pas. Perçu comme ayant abandonné la communauté catholique, le mouvement perd de sa popularité.

Dans les rangs de l'IRA Officielle, le groupe se politise de plus en plus. Sous les commandes de Cathal Goulding, le Chef d'état-major de l'IRA Officielle, le groupe prend un tournant politique de gauche, perçu comme marxiste. Goulding tente d'abolir la précieuse close d'abstention du Sinn Fein et de l'IRA. La logique derrière la stratégie de Goulding est certes vertueuse. Alors que l'IRA et le Sinn Fein ont pour mission de défendre les droits politiques, culturels et socio-économiques des catholiques, leur bataille doit également être menée sur le front politique, tels que l'entend Goulding : « The idea was that if the links could be cultivated between the movement and the people, the roots would be firmly in the ground and a principled, political stand would be made, even in 'illegal assemblies' such as Leinster House » (Moloney, 2002 : 58).

Pressé d'apporter les changements politiques et confronté à d'importantes critiques, Cathal Goulding commet l'erreur qui divise les rangs de l'IRA et qui voit l'IRA Provisoire naître.

Encore à ses débuts, le jeune Gerry Adams, qui devient le leader de l'IRA et du Sinn Fein au cours des années 1980, observe et apprend des erreurs de Goulding : Adams comprend qu'il est encore trop tôt dans les rangs pour parler d'une avenue politique, notamment dans un contexte tendu où des manifestations pacifistes sont marquées par de la violence contre les catholiques.

La carrière de Gerry Adams dans l'IRA débute au milieu des années 1960, alors qu'il fête ses 18 ans. Il prête serment à la Compagnie D (« D Coy ») de la Brigade de Belfast. En moins de six ans, la « D Coy » acquiert une notoriété importante au sein de l'IRA, reconnue comme féroce et active, notamment dans la création de l'IRA Provisoire. Remarqué tôt grâce à ses talents de leader et ses idées avant-gardistes, Adams ne combat jamais avec ses camarades, fusil à l'épaule. Son rôle est tout autre, il est d'ordre stratégique et éventuellement d'ordre politique. Adams est élu au Conseil militaire en 1977, devenant le membre ayant siégé le plus longtemps. Il est élu en 1982 en tant que membre de l'Assemblée de West Belfast et en 1983 en tant que membre de Westminster. Ayant grandi dans la communauté catholique à Belfast Ouest, le jeune Gerry Adams intègre les rangs de l'IRA dès son enfance à travers l'implication de sa famille. Son entourage familial et sa communauté le forment à l'important rôle qu'il joue au sein de l'IRA et du Sinn Fein lorsqu'il en devient le président en 1983 :

« When Adams and his allies moved into the leadership of Sinn Fein in the late 1970s, the party they found was by and large unsophisticated and conservative. Movement into political activity was blocked by people who were instinctively antipolitical in Outlook and who were content to allow a secret and unaccountable IRA leadership [...] to decide their politics for them. If the Adams agenda was going to succeed, that had to change; new and Young blood would have to be brought into the party, if only to dilute the influence of the old guard » (Moloney, 2002 : 204).

Son statut de politicien et membre du Conseil militaire fait de lui un leader unique, qui possède des assises tant dans les rangs de l'IRA que dans ceux du Sinn Fein.

Aujourd'hui, tous s'entendent sur le rôle de Adams : « In 1983, he became President of Sinn Fein [...] but this does not justify to his long-term influence as one of the ablest members of the Provisional movement and easily its most significant figures » (English, 2003 : 111).

Le contexte des années 1960 face aux manifestations de la NICRA et à la colère catholique n'est pas propice aux propositions de Goulding. Ironiquement, ces mêmes conditions qui divisent l'IRA à la fin des années 1960 sont celles qui entraînent le dépôt des armes de l'IRA au cours des années 2000. C'est également sur ces mêmes bases que le leadership d'Adams se base pour ses premières tentatives au sein du processus de paix au cours des années 1980. Toutefois et à cette époque, le virage politique ne passe pas :

« They believed no one ever went into politics except a failed revolutionary. [...] Abstentionism was the defining characteristic of Irish republicanism, and it was written in legal stone in the constitutions of both the IRA and Sinn Fein. Any IRA or Sinn Fein Teachtaí Dála [député du Dail] or Member of Parliament who took his or her seat in a partitionist body or even suggested discussing the idea would be liable to automatic dismissal or expulsion. » (Moloney, 2002 : 55-56).

Adams ne condamne pas la stratégie politique de Goulding. C'est même avec un certain degré d'enthousiasme qu'il accueille le tournant politique de l'IRA, ou du moins un débat quant au rôle politique à adopter : « Although I was opposed to dropping the traditional abstentionist policy, I had no objection in principle in

developing a debate on electoral strategy or abstentionism » (Adams, 1996 : 123). Le jeune Adams demeure pragmatique quant à cette politique, mais il déplore que la communauté catholique ne bénéficie pas de la protection de l'IRA et c'est la raison pour laquelle les rangs de l'IRA se divisent en deux mouvements : l'IRA dite « Officielle », fidèle à Goulding et l'IRA dite « Provisoire », fidèle à la lutte paramilitaire.

Qu'est l'IRA Provisoire?

L'IRA Provisoire, c'est l'emprunt du titre du gouvernement provisoire déclaré lors du week-end de Pâques de 1916. Les médias, afin de distinguer les deux IRA, donnent le nom de l'IRA Officielle au mouvement dirigé par Goulding tandis l'autre groupe prend le nom de l'IRA Provisoire ou « Provos ». L'IRA Provisoire, c'est le retour aux anciennes méthodes paramilitaires face à une IRA officielle devenue trop politique et considérée comme marxiste. Les Provos des années 1960-70 se présentent comme un groupe militarisé n'ayant pas l'objectif de négocier auprès de représentants britanniques et se battent pour le retrait complet de Londres en Irlande du Nord.

L'IRA Provisoire est irlandaise (« Irish ») car elle s'identifie à la République d'Irlande. L'IRA est républicaine (« Republican ») car elle lutte contre l'autorité de la couronne britannique. L'IRA est armée (« army »), elle défend la communauté catholique contre les inégalités, elle prône la réunification de l'Irlande du Nord à la République d'Irlande et lutte en faveur du retrait de la présence britannique et ce, par des moyens paramilitaires. Le Sinn Fein Officiel, celui créé en 1905 par Griffith, se divise également et le Sinn Fein Provisoire se crée.

C'est aussi le dilemme entre un processus politique considéré comme lent et peu présent vers un processus militarisé dont la présence politique ne passe que par la lutte paramilitaire. Le 28 décembre 1969, à Dublin, les Provos livrent leur premier discours dans lequel le groupe réaffirme sa conviction républicaine fondamentale :

« We declare our allegiance to the thirty-two-county Irish Republic, proclaimed at Easter 1916, established by the first Dail Éireann in 1919, overthrown by force of arms in 1922 and suppressed to this day by existing British-imposed six-county and twenty-six county partition state » (English, 2003 : 106).

Les rangs de l'IRA Provisoire comptent désormais des figures clés dont les noms marquent les Troubles, dont celui de Martin McGuinness. Rapidement, le jeune McGuinness devient un membre influent de l'IRA à titre de deuxième commandement de Derry. Il participe au changement de stratégie de l'organisation à l'aube des décennies 1980-90 afin de créer un Sinn Féin cohérent et possédant une stratégie politique claire. D'abord Chef d'état-major de l'IRA entre 1978 et 1982, McGuinness est élu comme député du Sinn Féin à l'Assemblée nord-irlandaise en 1982. Il est l'un des cinq premiers membres de l'IRA à être élu à cette assemblée, comme Gerry Adams. Tous deux refusent d'y siéger alors que le duo est en contact avec les services secrets britanniques dans de premières tentatives de négociation. En 1983, symbole du leadership grandissant du duo Adams-McGuinness, ce dernier devient vice-président du Sinn Féin au côté de Gerry Adams, élu président.

En tant que nouvel élu, McGuinness doit renoncer à son titre de Chef d'état-major de l'IRA. Au cours des années 1980, McGuinness est tout de même promu au rôle d'adjudant du commandement Nord, étant responsable des opérations quotidiennes de l'IRA. Cette promotion reflète le respect que l'IRA lui voue. Son engagement en faveur de la lutte paramilitaire étant sans suspicion, l'IRA suit et

appuie McGuinness alors qu'il endosse le processus de paix aux côtés de Adams. Tous deux possèdent une importante capacité d'influence, complémentaire, au sein de l'IRA :

« McGuinness was respected by the rank and file and was popular in a way that Adams never could be. Not least there was the fact that McGuinness had an operational record, and his personal bravery had never come under question. Adams, by contrast, had no name at all as an 'operator', and while he was widely respected for his strategic and political prowess, nothing mattered more in the IRA than a person's military record » (Moloney, 2002 : 383).

En 1994, suite au cessez-le-feu, McGuinness dirige une première délégation dans un processus de négociation auprès de représentants britanniques officiels. Tout au long des négociations conduisant à l'Accord de Belfast, McGuinness s'engage à titre de négociateur en chef pour le Sinn Féin. Après l'Accord de Belfast, McGuinness est nommé point de contact entre l'IICD et l'IRA.

Participant au processus de paix au côté de Gerry Adams, McGuinness est élu à la Chambre des communes comme député en 1997. Ne s'arrête pas là l'ascension politique de McGuinness qui devient ministre de l'Éducation en 1999.

Dix ans plus tard, en 2007, McGuinness est nommé vice-premier ministre du gouvernement de partage issu de l'Accord de Belfast, cette fois-ci au côté de Ian Paisley.

En mai 2001, Martin McGuinness confirme, après des années de rumeurs, son rôle de leader au sein des rangs de l'IRA, à Derry au cours des années 1970. Un an plus tard, il affirme, lors d'une entrevue à la BBC : « My war is over. My job as a political leader is to prevent war. My job is to continue to ensure political set of

circumstances which will never again see British soldiers or members of the IRA lose their lives as a result of political conflict » (Duffy, 2002).

La mission d'une IRA au bras de fer

Le « Green Book » de l'IRA se base sur une stratégie prônant la transformation de la République d'Irlande en une République fédérale qui inclut l'Irlande du Nord. Il s'agit d'un plan que Gerry Adams et ses acolytes combattent alors que le Sinn Fein tente d'influencer une nouvelle tournure politique au cours des années 1970-1980.

On réclame la mise sur pied d'une structure de gouvernance politique irlandaise unifiée à la République d'Irlande. À la fin des années 1960, l'IRA réclame (English, 2003 :127) :

- Une cessation immédiate de la campagne militaire britannique contre les Irlandais;
- L'abolition de Stormont, le parlement de Belfast;
- Une non-ingérence britannique dans la mise sur pied de la structure de gouvernance politique;
- La libération immédiate des prisonniers politiques irlandais;
- Une garantie de compensation offerte aux victimes qui ont souffert de la présence britannique.

L'organisation des Provos

Suivant sa création, le groupe s'organise en créant une structure de commandement, d'armement et de recrutement. L'IRA se finance grâce aux dons reçus de membres et de partisans de son organisation en Irlande du Nord. Ses moyens

sont souvent limités, mais l'IRA peut compter sur des recrues et des vétérans fidèles et dévoués : « The IRA demonstrates the power of the weak. It does not need large expenditures to have dramatic and powerful impacts. Small number of determined militants can build and use relatively cheap homemade or improvised explosives » (Heiberg et al., 2007 : 205-6).

La plupart des volontaires sont des jeunes hommes issus de familles ouvrières, paysannes ou de chômeurs, tous très impliqués dans la défense de la communauté catholique. Les rangs de l'IRA comptent également quelques femmes, souvent subordonnées aux tâches culinaires et peu impliquées dans les activités paramilitaires et ce, malgré leur profil discret auprès des troupes britanniques. Ces « nouveaux » membres représentent la nouvelle génération de l'IRA, anti-politique et pro-paramilitaire.

Le Sinn Fein au sein de l'IRA

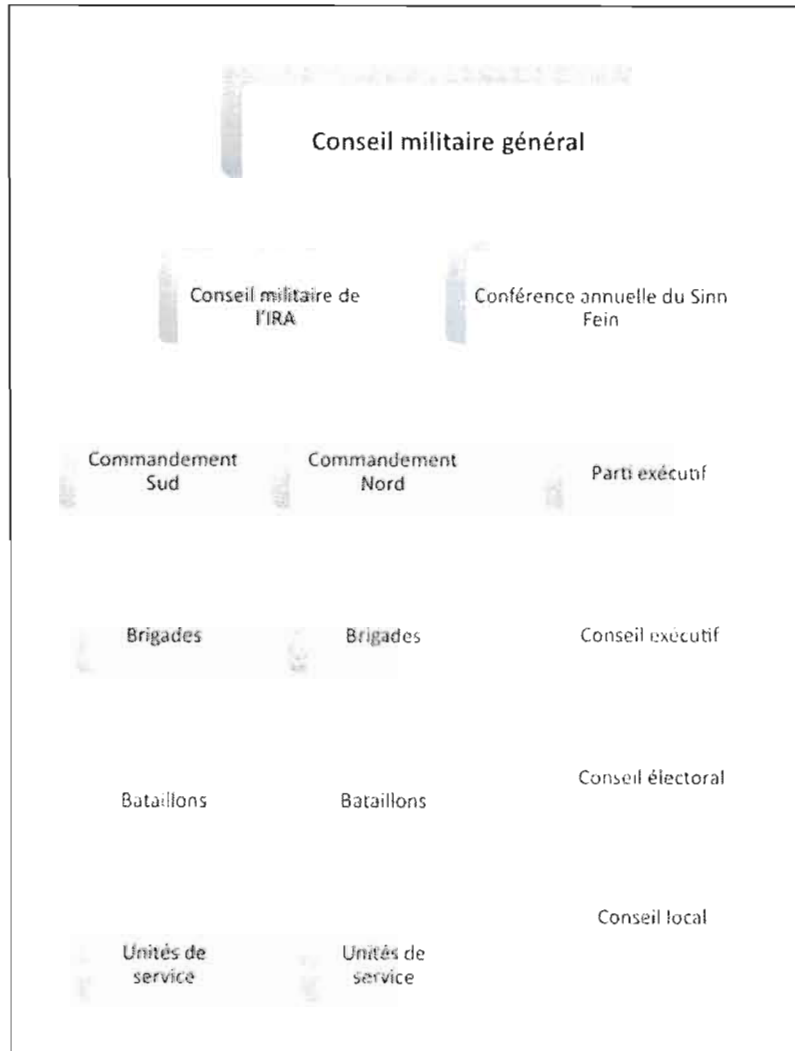
Trahis par les aspirations politiques de l'IRA officielle et afin de ne pas répéter les erreurs passées, les Provos ont entièrement le contrôle du Sinn Fein : « Sinn Fein was the poor relation. It was not worth bothering about. Sinn Fein in the 1970s was an organization without clout; it supported the 'campaign' and held lofty ideas of a united Ireland but nothing else. The IRA was the boss » (Moloney, 2002 : 79). Le Sinn Fein ne possède aucun poids dans la gestion de l'IRA et sert principalement d'agent de presse qui recrute et collecte les dons.

Les actions et stratégies paramilitaires de l'IRA sont entièrement déterminées par le Conseil militaire général (Figure 1.1), dont les membres sont élus et les motions proposées lors de la Convention générale de l'IRA. Le rôle du Conseil militaire, composé de 7 membres, est de déclarer la guerre et la paix, faire la pluie et

le beau temps. Le Conseil militaire est le leader et l'organe décisionnel suprême de l'IRA. Dans la mythologie républicaine, le Conseil militaire de l'IRA est le gouvernement de toute l'Irlande. Tout est déterminé par le Conseil militaire général et toute autre institution politique est perçue comme illégitime. En ce qui a trait à la Convention générale, on prévoit sa tenue sur une fréquence annuelle, mais les violences du conflit rendent les Conventions et les rencontres du Conseil militaire difficiles à organiser. La rencontre physique de membres réunis en un seul lieu est trop risquée. Entre 1969 et 1996, seulement quatre conventions se tiennent : « The Army Council became even more powerful during the Provisionals' campaign because it was often too dangerous to convene a Convention. The security risks attached to such an enterprise, which involved assembling between 70 and 100 men and women, many of them 'on the run' and wanted by security forces North and South » (Moloney, 2002 : 379). Certes, il s'agit d'un avantage pour le clan d'Adams alors que sa bande prend le contrôle de l'IRA.

Figure 1.1

Structure hiérarchique de commande de l'IRA et du Sinn Fein (English, 2003)



Les membres du Conseil militaire de l'IRA et la Conférence annuelle du Sinn Fein se reportent au Conseil militaire général. Ces deux entités ont la responsabilité d'orienter les stratégies paramilitaires et politiques et les présenter au Conseil militaire général et ce, malgré la difficulté des rencontres physiques.

L'IRA se divise ensuite en commandements Nord et Sud chacun responsable de ses brigades, bataillons et unités de service. Le commandement Nord comprend les 6 comtés d'Irlande du Nord : Londonderry (connu sous le nom de Derry), Antrim, Down, Tyrone, Armagh et Fermanagh auxquels s'ajoutent par la suite les comtés de Leitrim, Cavan, Louth, Monaghan et Donegal. Quant au Sinn Féin, il adopte une division similaire au paysage politique et électoral d'Irlande du Nord et ses stratégies, avant d'être approuvées par le Conseil, sont élaborées lors de sa conférence annuelle, le Ard Fheis.

En janvier 1970, l'IRA tient sa première rencontre depuis sa formation, sous le leadership de Sean MacStiofain au Conseil militaire général. Cette rencontre donne le ton de ce qu'est l'IRA : le défenseur des catholiques et de l'Irlande unifié et l'ennemi de Londres. Ses ressources sont entièrement dédiées à la recherche d'équipement, de financement et à la formation de troupes d'Irlande du Nord et ce, afin de relever son rôle de défenseur. En 1970, l'IRA possède une structure organisée qui a un impact sur les années à venir.

Les années 1970 : L'escalade de la violence

Au début des années 1970 et face à la violence engendrée par les manifestations et la création des Provos, le gouvernement d'Irlande du Nord demande alors au Royaume-Uni de déployer l'armée britannique sur son territoire afin de soutenir le rétablissement de l'ordre et de prévenir les attaques sectaires sur les catholiques. La période allant de 1970 à 1972 témoigne d'une explosion de violence politique en Irlande du Nord, avec un pic en 1972, alors que près de 500 personnes, plus de la moitié étant des civils, perdent la vie. Il s'agit de l'année la plus sanglante des Troubles.

Plusieurs raisons expliquent l'escalade de la violence. La raison principale chez les unionistes demeure la formation de l'IRA Provisoire adhérant davantage à un parcours extrémiste que ne le fait l'IRA Officielle. Cette division fait craindre, avec raison, la montée des violences et les unionistes ne peuvent demeurer neutres face à une telle situation.

Deuxièmement, les républicains signalent un bon nombre d'abus politiques et de violences de la part des unionistes et Britanniques auprès des catholiques. Un état d'injustice qui n'est pas ignoré par l'IRA et qui à son tour, réplique.

Entre 1971 et 1975, on compte 1 981 arrestations, dont 1 874 catholiques et républicains. De nombreuses allégations de mauvais traitements courent. Seulement en 1972, l'IRA Provisoire fait plus de 100 soldats victimes, 500 blessés et est l'auteur de 1 300 attentats à la bombe, principalement contre des commerces unionistes.

Cette même année, l'IRA Officielle déclare un cessez-le-feu permanent et devient le Worker's Party, un groupe rejetant toute violence et conserve le statut de républicain. Toutefois, une nouvelle division au sein de l'IRA Officielle forme l'Irish National Liberation Army (INLA), une dissidence marxiste de l'IRA Officielle qui poursuit une campagne de violence et soutient les membres de l'IRA lors de la grève de la faim au début des années 1980.

Bloody Sunday, Bloody Friday et l'impact politique

Le Bloody Sunday survient lors d'une marche pacifique organisée par l'Association des droits civiques d'Irlande du Nord le 30 janvier 1972 à Derry.

La marche dégénère rapidement et vingt-huit manifestants sont blessés par balle. La violence au cours de cette marche fait treize morts. Une quatorzième victime décède quelques mois plus tard suite aux complications de son état physique. Encore aujourd'hui, le Bloody Sunday est l'un des événements les plus controversés des Troubles : d'un côté, l'armée britannique affirme avoir riposté aux tirs de l'IRA, d'un autre côté, les manifestants croient que l'armée britannique a délibérément tiré sur une foule désarmée et pacifique.

Après 40 ans de controverse, en 2010, Lord Saville, président de l'enquête sur le Bloody Sunday, publie un rapport sur la journée très controversée du 30 janvier 1972. Dans son rapport, Saville condamne l'acte violent du Régiment des parachutistes de l'armée britannique, chargé de superviser la marche. Il devient l'auteur des tirs de cette journée tragique.

Le rapport démontre qu'aucune provocation ni aucun signe de violence ne justifient le décès de plus de 14 personnes lors de la marche. Suite à la publication du rapport, David Cameron, premier ministre britannique, publie les excuses de Londres : « The government is ultimately responsible for the conduct of the armed forces, and for that, on behalf of the government and on behalf of the country, I am deeply sorry » (*The Guardian*, 15 juin 2010).

Sa publication met fin à plusieurs décennies de controverse. Le Bloody Sunday demeure certes une des journées les plus influentes dans le parcours politique du Sinn Féin et de l'IRA.

Suite à cette marche sanglante, les yeux de la presse internationale témoignent de la violence en Irlande du Nord. Le Bloody Sunday est devenu un tournant historique chez l'IRA : « Whatever lingering chance had existed for change through

constitutional means vanished. Recruitment to the IRA rocketed as a result. Events that day probably led more young [republicans] to join Provisionals than any other single action » (English, 2003 :152).

La situation de l'IRA change après l'événement : « Bloody Sunday was the biggest political victory the Provos had seen to date » (German, 2007 :167). Ses rangs s'élargissent et ses coffres se remplissent. La lutte politique du Sinn Fein est rapidement reléguée aux oubliettes afin de faire place à une lutte paramilitaire intensive et de profiter de l'enthousiasme en faveur des causes défendues par l'IRA. Ce succès de l'IRA est toutefois éphémère et six mois plus tard, l'IRA déclenche une vingtaine de bombes dans la ville de Belfast constituant le pire échec politique de l'IRA. C'est le Bloody Friday, la réplique sanglante du Bloody Sunday.

Les 22 bombes posées entraînent la mort de neuf personnes tout en blessant près de 130 victimes. Dans la presse locale, les articles dénonciateurs de cette IRA violente fusent. L'IRA perd de sa légitimité et de sa popularité. L'organisation ne peut jamais reprendre le niveau élevé de sa popularité post-Bloody Sunday. L'année 1972 est la plus sanglante de tous les Troubles en nombre d'attentats et de victimes.

La fin de Stormont, la « Direct Rule » et les années noires de l'Irlande du Nord

Le Bloody Sunday et le Bloody Friday sont suivis d'une escalade de la violence qui ouvre la porte à des républicains modérés qui souhaitent une solution pacifique au conflit. Le gouvernement de Londres, croyant l'administration d'Irlande du Nord incapable de gérer la situation sécuritaire, suspend le gouvernement de Stormont en 1972 et instaure la « Direct Rule ». Le 24 mars 1972, la « Direct Rule » est déclarée à titre de mesure spéciale amenant le gouvernement britannique à transférer la gestion de la politique nord-irlandaise à Londres et ce, afin de rétablir

l'ordre le plus rapidement possible et de restaurer l'autonomie du gouvernement d'Irlande du Nord. Jamais l'IRA n'a été aussi puissante face à Londres. Non seulement la lutte paramilitaire entraîne l'abolition de Stormont, mais l'IRA force Londres à la table des négociations face à la situation. En effet, Londres instaure la « Direct Rule » sur une base temporaire et ne tient pas à maintenir cette mesure de manière définitive.

En juin 1972, l'IRA déclare un premier cessez-le-feu qui ne dure que trois jours. Le cessez-le-feu est déclaré sous la condition suivante : la libération de Gerry Adams, emprisonné depuis 1971. Adams est libéré afin de mener une délégation qui entame des premières discussions, brèves et infructueuses, avec Londres.

Après la reprise des violences, Gerry Adams se retrouve à nouveau au centre de l'action. Suivant sa libération, Adams devient le commandant de l'aile de Belfast pour les 10 mois à venir. Il a alors la réputation d'être impitoyable, ce qui lui vaut tout le respect et l'écoute des membres de l'IRA qui le surnomment « The Big Lad ». Un surnom qu'Adams affectionne car il est un clin d'œil à Michael Collins.

En juin 1973, des élections afin de former l'Assemblée de l'Irlande du Nord ont lieu et quelques mois plus tard, les principaux partis républicains et unionistes, de concert avec les gouvernements britannique et irlandais, négocient l'Accord de Sunningdale (« Sunningdale Agreement »), afin d'instaurer une entente politique incluant une dimension dite « irlandaise ». L'Accord est signé le 9 décembre 1973, au parc de Sunningdale, au Civil Service College, en Angleterre. Cette même année, Gerry Adams est arrêté de nouveau et emprisonné à la prison de Long Kesh. Malgré les années de prison qui vont suivre pour Adams, ce temps est bénéfique pour l'IRA et le Sinn Féin.

L'Accord de Sunningdale comporte trois parties : 1) une Assemblée nord-irlandaise; 2) un « exécutif nord-irlandais » (« Northern Ireland Executive ») dont le pouvoir est partagé et finalement; 3) un Conseil d'Irlande, c'est-à-dire, un conseil transfrontalier entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande.

De courte durée, l'Accord est reçu par de nombreuses critiques chez les unionistes, croyant qu'il s'agit davantage d'une ruse des républicains afin d'implanter les premières institutions d'une Irlande unie à majorité catholique. Des manifestations de masse, réunissant travailleurs protestants et l'Ulster Defense Association, sont à la source de la création de l'Ulster Workers' Council Strike, afin de stopper la mise en œuvre de l'Accord de Sunningdale. En 1974, l'Accord échoue face à la forte opposition unioniste et la violence de l'IRA.

La légalisation du Sinn Fein

En 1974, le Sinn Fein est légalisé en tant que parti politique et entame sa longue marche politique. Merlyn Rees, secrétaire d'État britannique, légalise le parti alors que l'IRA devient une organisation illégale. L'année 1974 se termine alors que l'IRA déclare un nouveau cessez-le-feu. Toutefois, il faut attendre le 8 février 1975 avant que l'IRA ne déclare un cessez-le-feu illimité. Déjà, les premiers canaux de communication entre Londres, représenté par le diplomate James Allan et l'agent du MI6 Michael Oatley et l'IRA, sont mis en place sans que cela ne soit officialisé.

Ce cessez-le-feu est d'une durée de quelques mois. Il est porteur d'espoir au sein de rangs de l'IRA. On est persuadé que ce geste force les troupes britanniques à se retirer d'Irlande du Nord, compte tenu de l'abolition de Stormont, de l'échec de Sunningdale et de l'impasse politique en Irlande du Nord. Ce n'est que déception

après déception qui attend l'IRA après un an d'inactivité. Cette situation est dévastatrice pour l'IRA.

Alors que le groupe paramilitaire reprend les armes, tout espoir est perdu et l'Irlande du Nord se prépare de nouveau à affronter une longue guerre. Malgré tout, les canaux de communication mis en place ne sont pas interrompus et des négociations secrètes se poursuivent (Taylor, 2005).

Le cessez-le-feu est bénéfique pour Gerry Adams qui gagne le contrôle de l'IRA. L'IRA se réorganise en cellules et le Sinn Féin se voit confier le mandat de devenir une organisation tant au Nord qu'au Sud. La structure de commande se divise maintenant en plusieurs départements, se rapportant tous à l'instance suprême, le Conseil militaire. Chaque département est alors en charge de tâches et de responsabilités spécifiques. Le « quartermaster », le département le plus important de l'IRA, est responsable de l'acquisition de l'armement et de leur entreposage. Le département de l'ingénierie, deuxième en importance, a pour tâche de produire des explosifs. Ensuite, le département des opérations a pour mission de superviser les opérations de l'IRA. Les autres départements sont ceux de l'intelligence, des finances, de la formation, de l'éducation politique, de la sécurité interne et de la publicité (English; 2003, Moloney; 2002).

En prison, Gerry Adams est l'instigateur d'un mouvement de protestation contre le cessez-le-feu de 1974. Profitant des objections quant au cessez-le-feu, Adams propose une nouvelle structure à l'IRA et est rapidement présenté comme le sauveur de l'IRA. Affaiblié par un Conseil militaire qui a ordonné le cessez-le-feu, l'IRA s'essouffle : « The Adams camp would argue that the Army Council of 1974 foolishly led the IRA into a carefully laid trap, the objective of which was to tempt

the IRA into lengtht and inconsequential talks designed to buy the British enough time to construct the method of the organization's downfall » (Moloney, 2002 :142).

Adams ébauche alors un plan stratégique politique et paramilitaire. Les premières graines du processus de paix sont plantées. Adams prépare déjà les premières tentatives de négociations de paix des années 1980. Le plan d'Adams se base d'abord sur le fait que le conflit sera long et que l'espoir de l'IRA de gagner par des moyens paramilitaires est peu probable. Il s'agit d'idées très controversées dans les rangs de l'IRA qui n'oublie pas la trahison de Goulding de 1969.

Au cours de ces années, Adams s'allie avec Danny Morrison, un jeune de Belfast. Morrison devient le directeur de la publicité pour le compte de l'IRA, une tâche qui sied ses compétences en communication. Il est l'auteur de la fameuse expression de « l'Armalite et du bulletin de vote » (voir p. 30 du présent mémoire).

Écrivant sous le pseudonyme de « Brownie », Adams estime, dans ses écrits, que le conflit durera jusqu'en 1983, soit pour les sept prochaines années. Dans les faits, Adams et ses alliés prédisent que le conflit durera un autre 20 ans. La « politique de la longue guerre » estime que si les républicains désirent maintenir leur lutte paramilitaire, le mouvement doit étendre ses efforts politiques et ce, au-delà des frontières du Nord, c'est-à-dire, en République d'Irlande.

Plusieurs raisons expliquent la décision d'un changement stratégique du Sinn Fein et de l'IRA (Weinberg, Pedahzur, 2003 :117) :

- Premièrement, au cours des années 1970 et jusqu'en 1980, l'IRA n'est toujours pas anéantie. Toutefois, sa lutte est loin d'une victoire potentielle et

ses membres doutent de plus en plus du triomphe tant promis. On sait que le conflit sera long et coûteux.

- Deuxièmement, le rôle politique du Sinn Fein, encore discret, offre de nouveaux débouchés moins risqués physiquement. L'IRA n'est plus en mesure de poursuivre une lutte paramilitaire isolée, qui s'avère coûteuse dans ses rangs en équipement et en vies humaines.
- Troisièmement, de moins en moins populaires, l'IRA et le Sinn Fein ne peuvent négliger la demande grandissante des catholiques pour une résolution pacifique du conflit.

À la fin des années 1970, les Troubles sont bien présents en Irlande du Nord. La décennie 70 se termine alors que Lord Mountbatten of Burma, amiral de la flotte de la Royal Navy, homme d'État, premier gouverneur général de l'Inde indépendante, petit cousin de la Reine Victoria, est tué par une bombe de l'IRA placée sur son bateau. Il s'agit certes de la plus célèbre victime de l'IRA. La fin de la décennie est également marquée par l'élection de Margaret Thatcher, du parti conservateur, qui mène une politique intransigeante contre l'IRA.

Les années 1970 sont les plus sanglantes des Troubles. Plus de 2 000 décès sont enregistrés, causés par les violences (Sutton, 2011), un taux inégalé au cours des années 1980 (moins de 900 décès) et des années 1990 (environ 500 décès). À la fin des années 1970, l'IRA est dévastatrice, mais elle ne peut maintenir ce niveau d'efficacité des violences perpétuées au cours des années à venir.

À la fin de cette décennie, et constatant le déclin de l'impact de ses attentats, l'IRA réorganise sa structure.

PARTIE II – 1980-1990

Et le conflit se poursuit...

La politisation de l'IRA conduit le Sinn Fein à adopter une position égalitaire dans la prise de décision. Le Sinn Fein détient alors un rôle d'autorité essentiel dans la conduite de la politique et des stratégies de l'IRA.

Les années 1980 sont également marquées par d'importants dons d'armes de la Libye, riposte de cette dernière au soutien de Margaret Thatcher à Ronald Reagan, président des États-Unis, dans le bombardement de Tripoli. Plusieurs convois d'armements quittent la Libye vers l'Irlande du Nord au cours des années 1980, dont certains sont interceptés, causant de lourdes pertes chez l'IRA.

Le nombre de décès diminue grandement, permettant au Sinn Fein de compter des nouveaux électeurs. En effet, les années 1980 enregistrent moins de 900 décès et la moyenne des taux annuels diminue, sauf à l'exception des années 1987 et 1989 qui enregistrent une légère augmentation (Sutton, 2001). Le nombre de personnel militaire britannique et nord-irlandais tué diminue également. On passe de 39 décès en 1988 à 18 au début des années 1990. Les attaques sectaires qui font des victimes civiles protestantes ou catholiques coûtent toutefois très cher à l'IRA. Le groupe maintient ses positions : les violences perpétrées par l'IRA ont pour victimes les forces armées britanniques et celles de l'Irlande du Nord. Certaines de ces victimes décèdent même en dehors de leurs heures de service.

Ces chiffres appuient les nouvelles victoires électorales du Sinn Fein ainsi que la contradiction entre la lutte paramilitaire et la stratégie électorale. En effet, les attentats perpétrés par l'IRA détournent de nouveaux électeurs vers d'autres partis.

Ainsi, en 1985, lors des élections gouvernementales locales, alors que l'on enregistre 57 décès, le Sinn Fein remporte 75 686 votes, soit 11,8% pour un total de 59 conseillers. Quatre ans plus tard, en 1989, lors des élections locales suivantes, alors que le nombre de victimes augmente légèrement depuis 1987, le Sinn Fein enregistre une diminution : 69 032 votes, soit 11,2% des votes pour un total de 43 conseillers, soient 17 conseillers de moins qu'aux mêmes élections précédentes (ARK, 1985). Le mouvement républicain reconnaît également la faille de la combinaison de l'Armalite et du bulletin de vote : « The public and supporters don't just accept everything that the IRA does, and at times they will probably register some form of disapproval, either withdrawing support or by note voting for Sinn Fein » (Bean, 2007 :65).

Bobby Sands et une première tentative électorale déterminante

La nouvelle génération, sous le contrôle de Gerry Adams, s'adapte grandement à la demande politique pour une résolution pacifique du conflit. Il s'agit d'une génération politisée et très influente au sein du mouvement. C'est le début d'une nouvelle ère pour la branche politique de l'IRA. Les murs de la prison de Long Kesh – Maze, de la Cage 11, surnom des quartiers de prison où séjourne Adams, ou du Block H, nommé ainsi pour son architecture en forme de H, lieu de plusieurs grèves de la faim, sont témoins de réflexions et de discussions quant à un avenir politique pour l'IRA et le Sinn Fein.

La victoire politique de Bobby Sands démontre l'importance d'une lutte à mener dans l'arène politique du gouvernement londonien et dublinois :

« Bobby Sands and his colleagues had died on hunger strike to broaden the battlefield and had succeeded beyond their expectations. Sands' hunger strike, his victory in a parliamentary by-election, and his death [...] cemented the political status of the IRA but would end up

limiting its military actions and subjecting it to electoral discipline » (Heiberg et al., 2001 : 220-21).

La carrière de Robert Gerard « Bobby » Sands au sein des rangs de l'IRA débute en 1972. En 1977, Sands est arrêté immédiatement après un attentat à la bombe et une fusillade. Les autorités policières de Londres trouvent Sands en possession d'armes à feu. Faute de preuve quant à sa participation à l'attentat à la bombe, il est accusé de possession d'armes et condamné à une peine de 14 ans de prison.

Au début des années 1980, les prisonniers de l'IRA réclament le statut spécial accordé aux prisonniers politiques, c'est-à-dire, le droit de garder des habits civils, le droit de ne pas travailler et le droit de s'associer. Ces demandes sont immédiatement refusées par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher : « We are not prepared to consider special category status for certain groups of people serving sentences for crime. Crime is crime, it is not political » (*BBC*, 2006).

Sous Thatcher, le gouvernement jure de ne jamais négocier avec les membres du groupe paramilitaire. Toutefois, le gouvernement de Thatcher accorde le droit aux prisonniers de l'IRA de porter des habits civils, mais pas leurs propres habits. Cet accord est dénoncé par le début de la grève de la faim de Bobby Sands. C'est également le début progressif d'une série de grèves de la faim dans les rangs des membres de l'IRA et de l'INLA emprisonnés. On espère que les grèves de la faim, menées de manière progressive, ont un impact important sur la scène publique.

Au cours des premières semaines de grève de la faim de Sands, le décès d'un député dans le comté de Fermanagh et de Sud Tyrone déclenche la tenue d'une élection partielle. Immédiatement, le nom de Bobby Sands est proposé à titre de candidat potentiel. Il s'agit, pour le mouvement politique républicain, d'accroître la

pression sur le gouvernement britannique quant à la situation des prisonniers et à la recherche d'une solution au conflit nord-irlandais. Le 9 avril 1981, Sands remporte ses élections. Malgré cette victoire, le gouvernement de Thatcher maintient une main de fer envers les grévistes et les prisonniers de l'IRA.

Le gouvernement change également la loi électorale en créant la Representation of the People Act. Dorénavant, aucun prisonnier condamné à plus d'un an de prison ne peut se présenter aux élections.

Une victoire politique et 66 jours de grève plus tard, Bobby Sands décède de la faim à l'hôpital de la prison. L'annonce de sa mort provoque une série d'émeutes violentes et meurtrières dans les quartiers catholiques. À ses funérailles, le cortège de Sands est suivi de plus de 100 000 personnes.

La mort de Sands et de celle de neuf autres membres de l'IRA et l'INLA, dans la prison de Long Kesh – Maze affectent la communauté nationale et internationale. Des opposants de l'IRA sont choqués de l'intransigeance du gouvernement de Thatcher face aux grèves de la faim. La dame de fer demeure pourtant ferme sur ses positions : « Mr. Sands was a convicted criminal. He chose to take his own life. It was a choice that his organisation did not allow to many of its victims » (Thatcher, 1981).

La victoire électorale de Sands n'est pas sans conséquence dans les rangs du Sinn Féin. Le succès de Sands prouve au Sinn Féin qu'une place est possible sur la scène politique. Adams écrit dans *An Phoblacht*, trois ans après la mort de Sands, que la victoire électorale de Sands « [made it] easier to argue for an electoral strategy within Republican ranks » (*An Phoblacht*, 1er mars 1984).

Du côté des rangs de l'IRA, les dons augmentent. De nouveaux membres s'engagent dans les rangs. Certes, tant le Sinn Fein que l'IRA gagnent de cette victoire électorale et de ce décès. Jamais le Sinn Fein n'a été autant populaire. La publication d'An Phoblacht, journal officiel du Sinn Fein dans toute l'Irlande, passe de 20 000 copies hebdomadaires à plus de 40 000 copies par semaine au plus haut de la grève de la faim. De plus, Owen Carron, ancien agent électoral pour Sands, remplace celui-ci dans le comté de Fermanagh et de Sud Tyrone en août de la même année lors des élections partielles. Républicain, il ne cache pas son affiliation au Sinn Fein et en 1983, il est élu à l'Assemblée nord-irlandaise en tant que membre du parlement et candidat du Sinn Fein.

Les victoires de Sands et celle de Carron sont déterminantes. Elles créent un précédent électoral significatif. On convient que le Sinn Fein possède maintenant le poids politique nécessaire en Irlande du Nord et éventuellement, au sein du processus de paix : « For many in the Republican leadership, the hunger strikes represented a seminal moment that would eventually produce the politics of the peace process » (Bean, 2007 : 62).

L'Armalite et le bulletin de vote

Deux semaines après la mort de Sands, lors du Ard Fheis de novembre 1980, Danny Morrison, directeur de la publicité, et Jimmy Drumm, membre de l'IRA, militent en faveur de la participation du Sinn Fein aux élections locales, mais en vain. Il faut attendre l'année 1981 et la mort de 10 grévistes de la faim, avant que le Sinn Fein ne remette cette motion à l'agenda de son Ard Fheis et discute ouvertement de cette stratégie électorale. Danny Morrison, toujours présent et militant en faveur de la participation électorale du Sinn Fein, livre alors son discours historique, sans dénigrer la lutte paramilitaire de l'IRA : « Who here really believes we can win the war

through the ballot box? But will anyone object if with a ballot paper in this hand and an Armalite in this hand, we take power in Ireland? » (Bishop et al., 1987 : 301).

C'est la naissance de la stratégie de l'« Armalite et du bulletin de vote », c'est-à-dire une lutte menée conjointement sur le plan paramilitaire, « l'Armalite », et sur le plan politique, « le ballot box ». Malgré le poids historique de l'IRA, le Sinn Féin réalise que la lutte paramilitaire se trouve dans une impasse à cette époque et que la recherche de solution politique à long terme peut assurer la continuité du mouvement, de sa mission et de ses objectifs : « A number of things were holding back the struggle and that could lead to stalemate and defeat. We had to have as many options open as possible for all scenarios. [...] I certainly saw it as a political investment. I thought : if there is a vacuum, let's fill it. If we can develop, then develop » (Morrison cité dans Bean, 2007 : 63).

Les contradictions profondes de cette stratégie entraînent l'IRA et le Sinn Féin sur une descente que l'IRA ne peut remonter. « The contradictions between the Armalite and Ballot Box were beginning to be acknowledged. The hunger strikes had wrought many deep changes in Irish society, but it would be some time before the effects of this would become visible » (Moloney, 2002 : 216).

En 1982, le Sinn Féin sort vainqueur d'un Conseil militaire qui a voté en faveur d'une campagne électorale potentielle du Sinn Féin. Le parti remporte plus de 100 000 votes lors des élections de Westminster, dont un siège à West Belfast, remporté par Gerry Adams. Il refuse d'y siéger et remplace le candidat du Social Democratic and Labour Party (SDLP), un parti politique d'Irlande du Nord qui promeut la réunification irlandaise et dont le rôle est déterminant dans les négociations à venir. En 1983, on enregistre 84 décès causés par les Troubles, soit parmi les taux les plus bas depuis le début des Troubles.

En 1985, le Sinn Fein refuse de signer l'Accord anglo-irlandais (« L'Anglo-Irish Agreement »), un document accepté par Margaret Thatcher et le Taoiseach Garret FitzGerald. Il s'agit d'une tentative de résolution du conflit nord-irlandais en proposant un rôle consultatif à l'Irlande du Nord sur la politique conduite au nord et une entente de coopération entre le Nord et le Royaume-Uni contre l'IRA.

La nécessité d'une stratégie à deux volets

Le rôle et le statut du Sinn Fein changent de beaucoup au sein des Provos afin de devenir un parti politique essentiel sur la scène locale. « The aim was to broaden the base of republican support by drawing in those who were attracted to the ideals of republicanism but not to its violence » (von Tangen et al., 2001 : 92).

Le Sinn Fein et l'IRA comprennent l'importance d'un parti politique légal pour plusieurs raisons. Premièrement, le Sinn Fein, en tant que branche politique de l'IRA, promeut un groupe politisé présent sur la scène politique. Cette présence permet ainsi de maîtriser davantage les jeux politiques ce qu'une organisation clandestine peut difficilement maîtriser.

Deuxièmement, la participation du Sinn Fein au processus électoral permet d'attirer une attention nationale et internationale tout en attribuant au groupe une crédibilité et une réputation recherchées au nom de leur cause. L'attention médiatique de cette participation offre une publicité importante aux demandes et aux causes du mouvement républicain.

Troisièmement, avoir une vitrine politique crédible et participative sert aussi au recrutement, notamment pour les intéressés qui n'adhèrent pas à la stratégie paramilitaire du mouvement.

La présence du Sinn Fein dans le processus décisionnel nord-irlandais permet ainsi de développer une image plus positive du Sinn Fein et une image d'une IRA ouverte :

« The Loyalists and the Council officials were genuinely apprehensive of Sinn Fein in the Council Chamber, but within a short period of time they saw that we were genuine and reasonable. [...] Sinn Fein councillors rightly received admiration from many quarters and a grudging respect from a hostile media and the government agencies, all of whom are in a daily contact with Sinn Fein at every level » (Bean, 2007 : 68).

Cet accroissement s'explique par les importants changements que subit le mouvement républicain de l'IRA à partir de 1974, année où le groupe annonce un cessez-le-feu. Les années d'emprisonnement de Gerry Adams contribuent également à introduire les premières idées politiques, de manière graduelle, au sein de l'IRA

« Since the middle seventies, the Adams [...] faction have encouraged incessant discussion. Ideas and new policies are dissected and teased out to the degree before being accepted or rejected. Adams in particular is mentioned as being keen to encourage internal debate, as a mean of strengthening both understanding and the resolution to carry through whatever course is finally decided upon » (Coogan, 1996 : 207).

L'année 1983 est non seulement marquée par l'élection de Gerry Adams à la présidence du Sinn Fein mais également par la victoire d'Alex Maskey du Sinn Fein, au Conseil municipal de la ville de Belfast. Alex Maskey devient le premier membre du Sinn Fein à occuper une telle fonction municipale.

Suite à ces victoires, le Sinn Fein propose, lors de l'Ard Fheis de 1983, d'amender la constitution du mouvement politique afin d'abolir la règle d'abstention du Sinn Fein au sein des institutions britannico-irlandaises et européennes :

« A new and apparently more effective strategy emerged almost by accident, in 1980-81, when the impact of the republican hunger strike on public opinion created opportunities for Sinn Fein to emerge as an electorally significant political party in the North. To continue the novel electoral momentum and search for broader allies the republican movement was obliged to reconsider abstentionism » (Heiberg et al., 2007 : 220-21).

Ce n'est toutefois qu'en 1986 qu'une motion est adoptée afin de permettre au Sinn Fein de se présenter aux élections irlandaises et de siéger lorsque victoire il y a. En octobre 1986, lors de la Convention annuelle de l'IRA, le mouvement paramilitaire soutient la motion adoptée par le Sinn Fein.

Un tel geste est toutefois risqué dans les rangs d'une organisation qui tient encore toujours à sa lutte paramilitaire. Bien que l'IRA ne subit aucune division suite à cette décision, d'anciens membres du Sinn Fein quittent le mouvement politique afin de fonder le Sinn Fein Républicain, un parti politique qui promeut l'abstention de toutes institutions politiques tant et aussi longtemps que Londres est présent dans la gestion des affaires nord-irlandaises. Adams ne répète pas les mêmes erreurs de Cathal Goulding : il prône la fin de l'abstention seulement au sein de l'institution irlandaise de 1921, le Dail. Les institutions dites « britanniques », telles Stormont et Westminster sont toujours hors des limites du Sinn Fein. Le leader Gerry Adams n'hésite pas à convaincre l'IRA que les débuts politiques du parti n'entravent aucunement la lutte paramilitaire, mais intensifient plutôt la lutte républicaine de l'IRA.

Après plusieurs heures de discussions, de négociations et de frustrations dans les deux camps, la motion d'abstention passe : 429 membres votent en faveur de l'abolition de la règle d'abstention : 161 contre et 38 abstentions, soit un peu plus que les deux-tiers nécessaires (Moloney, 2002 : 296) pour la victoire du camp de Adams. Mais ne s'arrête pas là la lutte de Adams :

« Although Sinn Fein was by now well on the way to an even more comprehensive political transformation, its leaders continued to assure the rank and file that the IRA's armed struggle would remain sacrosanct, no matter how unsettling the changes. Between 1987 and 1989 Adams, McGuinness, the IRA, the GHQ, the Army Council, An Phoblacht-Republican News and other influential figures and bodies gave one promise after another that the IRA would carry the war to the British until they agreed to leave Ireland » (Moloney, 2002 : 297).

La fin de l'abstention du Sinn Fein permet alors d'échapper à la marginalisation du Sinn Fein et à la perception qu'il est unique à l'Irlande du Nord et au conflit nord-irlandais. N'étant plus contraint par la règle d'abstention, le Sinn Fein entame une étape cruciale de son rôle politique. Cette étape a pour objectif de traverser les frontières nord-irlandaises et sauter dans l'arène politique de la République d'Irlande.

La lancée de cette stratégie est toutefois de courte durée : l'IRA, toujours présente, entrave les efforts politiques du Sinn Fein. C'est d'ailleurs cette constatation de la part du Sinn Fein lors de son entrée électorale : les violences de l'IRA contraignent le pouvoir politique du Sinn Fein.

Des négociations secrètes intéressantes

L'IRA poursuit sa campagne d'attentats à la bombe et s'en prend au Grand Hôtel de Brighton le 12 octobre 1984, où restent Margaret Thatcher et les membres de son gouvernement lors de la conférence du parti conservateur. Cinq personnes sont tuées, dont le député Sir Anthony Berry, membre du Parlement et député chargé d'assurer la discipline de vote des membres de son parti.

Cet événement n'empêche pas Gerry Adams, nouvellement président du Sinn Féin, de poursuivre une série de négociations menées de manière secrète. Le Père Alec Reid, curé irlandais connu pour son rôle important dans le processus de paix, est contacté par Gerry Adams afin d'agir en tant que facilitateur au cours de rencontres éventuelles entre Adams et John Hume, fondateur du SDLP et l'un des leaders du parti et récipiendaire du prix Nobel de la paix pour son rôle dans la résolution du conflit. Ces rencontres tentent d'établir un front national comme étape dans le renoncement de la violence et en faveur de négociations. Reid agit également en tant que contact auprès Charles Haughey, « Taoiseach », premier ministre du gouvernement de Dublin.

Ces négociations sont menées de manière secrète. Adams comprend bien que le temps n'est pas encore venu de proposer un plan de négociations au sein de l'IRA. L'erreur de Cathal Goulding des années 1960 ne peut être répétée par Adams. Les négociations risquent la place du Sinn Féin dans le processus de paix et une nouvelle division dans les rangs, ce qui peut anéantir les efforts entamés au processus de paix. Une autre division interne similaire à celle de 1969 peut s'avérer fatale pour les efforts d'Adams. Du côté des loyalistes, le même processus de négociations secrètes est engagé.

Ces négociations conduisent également à la production d'un document appelé « A Concrete Proposal for a Political Strategy for Justice and Peace ». Ce document contient les principaux points qui marquent les négociations entre Adams, Hume, Reid et Londres et doivent refléter un certain nombre de principes :

- La mise sur pied d'une coalition stratégique républicaine;
- Le consentement démocratique du peuple;
- La création d'une nouvelle Irlande et d'une nouvelle constitution;
- L'établissement d'un nouveau dialogue;
- Le respect et la reconnaissance de deux traditions : unioniste et catholique;
- La mise sur pied d'une conférence constitutionnelle portant sur l'avenir de l'Irlande;
- Le retrait des troupes britanniques des institutions décisionnelles centrales;
- L'élaboration d'une déclaration britannique portant sur une série de points : l'abandon du Traité du gouvernement irlandais de 1920, la facilitation d'une conférence constitutionnelle, la non-ingérence au sein de cette conférence, etc.
- La mise sur pied d'un comité composé des partis à l'échelle nationale dans les efforts républicains;
- L'approbation de l'IRA quant à l'adoption de tels principes.

En 1987, John Hume rencontre le Père Reid. Après plusieurs rencontres avec Reid, Hume accepte finalement de rencontrer Adams en décembre 1987 : « Thereafter the process would be known as the Hume-Adams process, and with that the SDLP leader was set on the path that would eventually lead to a Nobel Peace Prize and international acclaim » (Moloney, 2002 : 278). Pour le Sinn Féin, ces discussions ont pour objectif de former une alliance républicaine sur toute l'île irlandaise afin de faire pression sur Londres et d'entamer des négociations.

C'est à cette époque que le Sinn Fein publie le document « A Scenario for Peace » qui nuance les objectifs républicains du Sinn Fein et de l'IRA. Ainsi, « A Scenario for Peace » ne parle plus de retrait britannique complet des institutions, mais utilise l'expression « a national self-determination » (« une auto-détermination nationale ») et reprend l'idée de la mise sur pied d'une conférence constitutionnelle sur l'avenir de l'Irlande du Nord. C'est alors qu'un important jeu de thèmes et de mots est entrepris par Adams et compagnie : « Adams and Co. were telling people that the IRA didn't mean it but that they had to say the sort of things they were saying. They kept assuring our people [the IRA] to ignore the public statements that nothing short of British withdrawal would be acceptable » (Moloney, 2002, p. 390).

Le principal défi du Sinn Fein, et de l'IRA par le fait même, demeure Margaret Thatcher. Le Sinn Fein comprend bien que l'IRA et le gouvernement conservateur de Thatcher refusent de négocier, n'allouant aucune flexibilité au Sinn Fein. L'ère de Thatcher se traduit par la suprématie policière et des services secrets sur l'IRA au cours des années 1980. De nombreux décès et arrestations de membres clés et influents, tels Owen Carron en 1982, vident les rangs du mouvement républicain et accélèrent sa fin.

Conclusion

À la fin des années 1980, le Sinn Fein est puissant face à l'IRA : « From being the inspirer of the party, the army became a constraint » (Heiberg et al., 2007 : 220-21). L'IRA subit de nombreux échecs, notamment auprès des forces britanniques, de concert avec les forces loyalistes et des services secrets de plus en plus sophistiqués. Les nouvelles techniques et habiletés des autorités britanniques dans leurs enquêtes ont pour conséquence une série de revers chez l'IRA. En effet, en moins de cinq ans, l'IRA subit de lourdes pertes, décès et arrestations, au sein de ses forces au profit

d'offensives britanniques et d'espions agissant au compte de Londres. Les statistiques relatives à la baisse des attentats de l'IRA et à la baisse des décès causés par les Troubles le démontrent : l'IRA est en déclin. Le comté de Tyrone, reconnu comme un comté où l'IRA est alors très active, enregistre un déclin des activités de l'IRA tandis que le nombre de décès chez l'IRA augmente (Moloney, 2002 : 319).

L'IRA subit également un nouveau revers en novembre 1987 alors que la marine française intercepte le navire Eksund, qui transporte à son bord une lourde cargaison d'armements pour l'IRA en provenance de la Libye. Déjà à court de munitions, l'IRA ne se relève pas d'un tel revers.

À la fin des années 1980, l'IRA n'est toujours pas anéantie. Pour Brendan O'Brien, le groupe paramilitaire « could not be beaten, it could be contained » (O'Brien, 1995 :158). En effet, de nombreux revers subis par l'IRA empêchent le groupe de procéder à l'escalade de la violence prévue à la fin de la décennie. Le groupe fait face à l'arrestation de plusieurs membres et à la présence d'informateurs et d'espions agissant au compte des forces britanniques et unionistes. Ainsi, en 1987, à Loughall, près de 10 membres de l'IRA sont tués, suivi par le décès de 28 membres de la brigade de East Tyrone la même année.

Face à ces enjeux, l'IRA doit prendre une décision quant à la poursuite de sa lutte paramilitaire qui est dans une impasse.

Chapitre 3

Les années 1990-1998

Les dynamiques externo-nationales : Le processus de paix

Ce chapitre analyse l'inclusion du Sinn Fein dans le processus de paix et dans la signature de l'Accord de Belfast en 1998. Cette intégration est perçue comme monnaie d'échange à la lutte paramilitaire. Il s'agit de la deuxième dynamique nécessaire afin d'encourager le dépôt des armes du groupe paramilitaire, c'est-à-dire, l'intégration politique du groupe dans le processus de paix. Ce sont ce que nous appelons les dynamiques externo-nationales, soit les dynamiques extérieures à la structure de l'IRA qui se situent au niveau national et qui ont une influence significative quant au cheminement interne du mouvement.

Si un processus de paix est caractérisé par la participation de tous les acteurs et groupes, son succès, sans être assuré, est avantagé. En transformant certains membres de l'IRA en politiciens crédibles et légitimes et en intégrant le Sinn Fein, les gouvernements de Londres et de Dublin offrent une opportunité d'amnistie à l'IRA en établissant un régime politique démocratique et représentatif des causes défendues par les républicains. « Promoting the formation of an open political party include attaining a better grasp on reality than would be possible if the group remained an exclusively underground organization » (Frampton, 2009 : 13).

Après trois décennies de violence et d'usage de la force par le gouvernement, Londres change sa stratégie envers l'IRA et le Sinn Fein. Le dépôt des armes n'est plus une condition à l'intégration du Sinn Fein ni une condition pour entamer le début des négociations : « Serious negotiations only became possible [...] when the British government moved from a long-term strategy focus on security, which

frequently led to actions that were provocative and counterproductive, to a discussion of legitimate grievances » (Frampton, 2009 :13).

PARTIE I – Les années post-Accord de Belfast

1990 : La décennie du Sinn Fein

La décennie 1990 est celle du Sinn Fein. Le parti travaille à la mise sur pied d'une structure politique puissante afin de forcer la fin des hostilités : « The Sinn Fein position is that, when you have the conditions for conflict, how you end the conflict is to change the conditions [...] The nineties is the decade in which peace can be agreed and we can start building a future » (English, 2003 :114).

Au tout début des années 1990, Martin McGuinness convainc l'IRA de déclarer un cessez-le-feu de trois jours, du 24 au 26 décembre 1990. L'IRA accepte. Ce cessez-le-feu permet aux membres de l'IRA de passer Noël en famille. Ce geste de l'IRA est considérable et il démontre de leur part une certaine flexibilité quant à des négociations potentielles. En effet, en réponse au cessez-le-feu, Londres publie une déclaration relative à sa neutralité dans le conflit et au fait que le gouvernement britannique n'a aucun intérêt en Irlande du Nord :

« Britain of course has an interest in Northern Ireland which is to respond with a warm goodwill and friendship to the needs of the people of Northern Ireland as a whole. [...] In the second half of the 20th century no matter what has been the position in the past the British government has no political, military, strategic, or economic interest in staying in Ireland or in the exercise of authority that could transcend respect of the wishes of the majority in Northern Ireland. The political and security situation as it has now developed in Northern Ireland is due to the historical, political, religious and cultural divisions which

separate the people of the nationalist tradition from the people of the unionist tradition in Ireland. These divisions are at the root of the conflict there and not any self-interested dominion policies of the British government » (Moloney, 2002, p.252).

Cette déclaration de Londres est porteuse d'avenir. Elle confirme que Londres n'a aucun intérêt à demeurer en Irlande du Nord autre que pour appuyer le processus de paix. Il s'agit d'une importante avancée de la part du gouvernement britannique. Le Sinn Fein et l'IRA comprennent que le succès du processus de paix entraîne le départ de Londres dans les affaires institutionnelles politiques d'Irlande du Nord.

Dès 1991, le Sinn Fein se distance de l'IRA en déclarant à plusieurs reprises : « The IRA can speak for itself ». Le bureau de relations de presse du Sinn Fein entame un processus similaire, refusant de transmettre les déclarations de l'IRA aux médias. Martin McGuinness, malgré son statut chez l'IRA, déclare :

« Nowhere in the Sinn Fein constitution does it state that if you become a member or support of Sinn Fein do you have to support armed struggle. Its doesn't say anywhere whatsoever that you have to support the IRA and I think personally from within the republican movement that that is a position which we should be moving towards in the future » (Sharrock, 1997 : 284).

Au cours du processus de paix des années 1990, le Sinn Fein présente une série de documents (1998a, b, c, 1996, 1992) dans lesquels le parti politique élabore les grandes lignes d'une stratégie politique conduisant à la paix en Irlande du Nord.

Ces documents sont d'une grande valeur pour les acteurs du processus de paix. Du point de vue interne de l'IRA-Sinn Fein, ces documents divisent le groupe entre l'adoption complète d'une lutte politique et pacifique ou le maintien de la lutte

paramilitaire en parallèle. Le Sinn Fein étend alors sa stratégie jusqu'au sud, croyant que l'atteinte des objectifs républicains d'une Irlande unie se joue tant au Nord qu'au Sud.

Le Sinn Fein des années 1990 élabore une stratégie politique dans laquelle le groupe fait la promotion d'institutions représentatives et indépendantes de Londres, de la défense des droits et de l'égalité pour tous et de la démilitarisation du territoire nord-irlandais passant par l'abandon des armes des groupes paramilitaires et du retrait des troupes britanniques : « A clear and absolute objective of a lasting peace settlement is the removal forever of the gun from the political equation in Ireland. This is an absolute requirement » (Sinn Fein, 1996).

La stratégie de paix du Sinn Fein est orientée vers le développement d'un consensus avec les autres partis républicains tels celui de John Humes et le Fianna Fail, afin de négocier auprès des groupes unionistes. Le Sinn Fein réalise que la solution au conflit ne tient pas uniquement dans le retrait des troupes britanniques, mais dans le développement d'une confiance nationale :

« The challenge we must rise to is to convince the electorate of the benefits of all-Ireland political and economic unity and of our commitment to achieving it through our peace strategy. Irish republicans will continue to struggle for a secession of Northern Ireland from the United Kingdom and for Irish reunification, but this struggle will be fought with a 'ballot box in both hands', within the institutional and constitutional parameters of the Good Friday Agreement » (Krings, 2006 : 21).

Malgré les efforts du Sinn Fein et de sa main mise sur le Conseil militaire général, à l'automne 1991, l'IRA lance sa première attaque humaine à la bombe. Patsy Gillepsie, dont la famille est prise en otage par l'IRA, se voit contraint de

conduire son automobile dans l'enceinte des quartiers généraux britanniques près de la frontière de Derry-Donegal, dans le comté de Tyrone, où il travaille comme cuisinier. Bien que l'événement sanglant ne fait que peu de victimes, dont Patsy Gillepsie, il s'agit d'un désastre médiatique et politique tant pour l'IRA que pour le Sinn Fein. L'événement provoque un dégoût au sein de la population et renforce le camp des républicains qui désirent une solution pacifique au conflit. Aux élections de Westminster l'année suivante, aucun candidat du Sinn Fein n'est élu, contrairement aux élections de Westminster des années passées (ARK, 1983). On réalise que les contradictions entre la lutte paramilitaire et la stratégie électorale sont grandes et que les attentats de l'IRA détournent une fois de plus les électeurs du Sinn Fein.

Dans le cadre des négociations secrètes menées en parallèle de la lutte armée, le Sinn Fein entreprend deux processus de paix. Un premier processus de paix est mené sous l'observation du Conseil militaire afin d'obtenir le retrait des troupes britanniques. Un deuxième processus de paix, mené secrètement par le Sinn Fein, se base sur une reformulation du retrait britannique permettant au Sinn Fein de négocier auprès des unionistes, un consentement commun et démocratique. Le Sinn Fein utilise deux façades : l'une est une stratégie unique vouée aux objectifs de l'IRA et au Conseil militaire général et l'autre est une stratégie unique relative aux pourparlers avec Londres.

En 1992, après l'élection d'Albert Reynolds en tant que « Taoiseach », le Sinn Fein publie le document « Towards a Lasting Peace ». Le document est encourageant : bien qu'il réitère les demandes du mouvement républicain, il élabore un arrangement politique et économique consenti aussi par les unionistes et ce, par le biais de négociations et d'un processus démocratique. Le document et les négociations secrètes menées par Adams depuis la fin de la décennie 1980

démontrent l'engagement du Sinn Fein et la flexibilité dont fait preuve le parti à consentir à certains compromis en faveur d'une solution pacifique au conflit.

Le cessez-le-feu prometteur

En décembre 1993, Londres et Dublin lancent un nouvel appel aux groupes paramilitaires afin d'engager une résolution pacifique au conflit tout en espérant que les changements des années 1990 sur la scène internationale pressent le compromis et le désarmement au sein de l'IRA. Le Sinn Fein est alors invité à la table des négociations sous la condition que l'IRA cesse ses activités paramilitaires. Cette période est également marquée par la « Downing Street Declaration » du gouvernement de John Major, un tournant historique dans l'histoire des Troubles :

« The British Government agree that it is for the people of Island of Ireland alone, by agreement between the two parts respectively, to exercise their right of self-determination on the basis of consent, freely and concurrently given, North and South, to bring about a united Ireland, if that is their wish » (Downing Street Declaration, 15 décembre 1993).

Cette déclaration positive provoque une vague d'enthousiasme au sein de la population et fait pression pour un cessez-le-feu de la part de l'IRA, encore à venir. Après des années de tentatives pour en finir avec le groupe paramilitaire, Londres offre une avenue démocratique à l'IRA.

En 1994, toute censure médiatique à l'égard du Sinn Fein est levée. Depuis 1988, toute organisation réputée être affiliée à des groupes extrémistes et paramilitaires est bannie des ondes médiatiques. Le Sinn Fein est certes la cible principale de cette interdiction. Le gouvernement crée alors le Broadcasting Act qui

assure le pouvoir discrétionnaire aux différents ministres d'imposer certaines mesures à certains médias ou groupes.

Sans la pression de cette interdiction, l'attention médiatique se tourne vers le Sinn Fein, perçu comme un acteur essentiel dans la lutte en faveur de la paix que mène Londres : « [It] was one of the most damaging things for Sinn Fein. We couldn't put our side of the argument. It was an insult to viewers, as they weren't allowed to make up their minds » (O'Toole, dans Maillot, 2005 : 75).

La percée dans la reprise des négociations est souvent attribuée à l'abandon de cette interdiction de diffusion. En effet, en accédant aux canaux de diffusion médiatiques, le Sinn Fein change les perceptions publiques qu'il avait autrefois à son égard. Aux débuts des années 1990, le Sinn Fein a encore une image négative auprès de la population irlandaise.

À l'été 1994, Adams introduit graduellement l'idée d'un cessez-le-feu de la part de l'IRA et ce, afin de tester l'engagement de Londres à tenir des négociations et d'encourager Dublin qui est de plus en plus enclin à une stratégie nationale du Sinn Fein. Le Sinn Fein présente l'idée à l'IRA en mentionnant que si Downing Street ne répond pas aux demandes de négociations, formulées par le Sinn Fein, l'IRA peut reprendre les armes. La stratégie du cessez-le-feu est comprise dans le document « TUAS », dont la confusion quant à la signification de l'acronyme est un avantageuse pour le Sinn Fein : chez l'IRA, on croit que les quatre lettres signifient « Tactical Use of Armed Struggle » tandis que le Sinn Fein laisse entendre la « Totally UnArmed Strategy » chez Londres et Dublin. Personne ne confirme la réelle signification puisque le Sinn Fein aime bien la confusion qu'il engendre en faveur de sa lutte. Le document se base sur la possibilité d'un consensus entre Dublin,

le SDLP et le Sinn Fein qui s'entendent sur une série de principes par le biais de négociations à présenter aux Britanniques et aux unionistes :

« TUAS was a sop... They wanted to convince IRA volunteers, who had come from a very militaristic tradition, that their usefulness and their role in the struggle for Irish freedom was as relevant in 1994 as it was in 1916, whereas the reality was that in the 1990s things were completely different and there was a need to be more pragmatic » (Bean, 2007 : 119)

La publication de ce document provoque l'accélération des négociations entre Humes, Reynolds et Adams. Il s'agit également d'une nouvelle tentative de séparation de la part du Sinn Fein quant à son attachement historique à l'IRA. Les négociateurs produisent alors un document comprenant 14 recommandations dans l'éventualité d'un cessez-le-feu de l'IRA. Ces points abordent le statut du Sinn Fein en tant que parti politique intégré, la poursuite des négociations, la mise sur pied d'un forum de réconciliation, etc.

Quelques jours plus, l'IRA déclare un cessez-le-feu, effectif à minuit le 31 août 1994 :

« Recognising the potential of the current situation and in order to enhance the democratic process and underlying our definitive commitment to its success, the leadership of Oglagh na h-Eirann have decided that as of midnight, Wednesday, August 31, there will be a complete cessation of military operations. All our units have been instructed accordingly » (Sinn Fein, 1994).

Le cessez-le-feu de 1994 occasionne un impact profond dans le mouvement : l'IRA Continue, créée en 1986, devient réellement active sur la scène nord-irlandaise. Le contrôle du Sinn Fein

Un signe de la prédominance du Sinn Fein par rapport à l'IRA se manifeste et une acceptation du Sinn Fein se fait sentir dans la vie politique de l'Irlande du Nord : « Sinn Fein was pursuing an electoral strategy but not at the expense of the IRA. Sinn Fein was no longer just a paper seller, which was how it had been seen for years by many volunteers but was now in the process of becoming an equal partner to the IRA » (Taylor, 1998 : 284). Graduellement, le Sinn Fein remplace l'IRA dans les titres nationaux et aux heures de grande écoute télévisuelle.

À cette époque, Gerry Adams s'entoure d'alliés influents et pensants qui ont pour mission d'établir les premières étapes du processus de paix, un véritable « think-tank » pour reprendre le terme d'Ed Moloney (2002 : 401). Le « think-tank » est composé de Ted Howell, un ancien commandant de l'IRA, de Jim Gibney, un ami fidèle de Adams entièrement dédié aux relations médiatiques, de Tom Hartley, un ancien agent de presse du Sinn Fein, de Aidan McAteer, l'assistant personnel de Gerry Adams, de Danny Morrison, déjà bien connu, mais qui doit abandonner son rôle lors de son arrestation en 1990, du très connu et influent Martin McGuinness et finalement, de Mitchel McLaughlin, un membre du mouvement républicain depuis 1966.

Le groupe agit également en tant que conseiller auprès du Conseil militaire, notamment sur les questions politiques et influence les décisions en faveur d'une stratégie politique.

On perçoit également un changement dans les perceptions publiques. Au début des années 1990, près de 20% de la population d'Irlande du Nord et de la République d'Irlande désire la participation du Sinn Fein au processus de paix, malgré ses liens avec l'IRA. En 1996, ce pourcentage atteint les 26%. En 1998, à l'aube des semaines conduisant à l'Accord de Belfast, les sondages indiquent que

75% de la population tient à la participation du Sinn Fein (Maillot, 2005 : 81) comme un facteur à la conduite et à la réussite du processus de paix.

Les deux mouvements comprennent que, même si la violence leur apporte un moyen de pression, cette stratégie ne leur permet pas d'intégrer les canaux de négociations officiels. Malgré que la stratégie paramilitaire demeure justifiée au sein de leurs rangs, le Sinn Fein et l'IRA réalisent que la lutte armée isole davantage le Sinn Fein. « The only way to be widely acknowledged was to become a full political actor » (van Engeland et al., 2008 : 61). En effet, l'IRA et le Sinn Fein réalisent que jouer la carte de la violence les éloigne davantage de la réunification irlandaise que ne le fait la carte politique :

« The peace process in Northern Ireland finally came out about when republicans looked for a way out of an isolation reflected in their decreased political and social support, as acknowledged in a 1994 IRA internal document in which the leadership accepted their lack of strength to achieve the end goal and the need for a cease-fire » (Bjorgo et al., 2009 : 98).

L'adoption d'une stratégie politique à long terme ne peut se faire en marge de la lutte paramilitaire de l'IRA. Afin d'échapper à l'emprise de la lutte paramilitaire de l'IRA, les discours du Sinn Fein s'infusent de toute rhétorique reliée à la paix, à l'Accord de Belfast et au processus de paix. Une série de tentatives est mise en œuvre afin de distinguer les deux mouvements : « We do not advocate violence and we do not interpret our vote as support for violence » (von Tangen et al., 2000 : 99).

Plus le Sinn Fein adopte ce genre de rhétorique, plus la lutte paramilitaire est perçue comme étant le principal obstacle au processus de paix.

Gerry Adams et Martin McGuinness jouent la carte du politique auprès de l'IRA, leur permettant d'échanger succès politique contre désarmement. En effet, en tant que parti politique, le Sinn Fein n'a aucune arme à déposer. Toutefois, le parti est prêt à utiliser de son influence auprès de l'IRA afin que le mouvement paramilitaire dépose les armes. Régulièrement, Gerry Adams affirme utiliser son influence afin de résoudre l'obstacle du dépôt des armes au processus de paix : « Our party is committed to dealing with the central issues, to challenging the causes of the conflict in Ireland and by doing so to create the real conditions in which real and lasting peace can be achieved » (O'Broin, 2009 : 265).

Malgré tout, l'existence de l'IRA et les nombreux liens entre les deux groupes sont incompatibles avec l'objectif politique du Sinn Fein :

« For years, Sinn Fein was faced with the inescapable reality that the party's name remained closely associated with the IRA. Denying the links between the two organisations was clearly not enough to convince public opinion, and though, such denials could be politically expedient, they could also prove to be internally damaging » (Maillot, 2005 : 84).

Pour Richard McAusley, agent de presse du Sinn Fein, le parti doit faire face à cette nouvelle réalité où la combinaison du bulletin de vote et de l'Armalite n'est plus possible : « I think this is a reality that perhaps we weren't conscious or aware back in the early 80's when we first got involved in electoral politics » (Krings, 2006 : 4).

Le cessez-le-feu de 1994 prend fin le 9 février 1996 alors que l'IRA lance un attentat à la bombe dans le centre financier de Canary Wharf de Londres, tuant 2 personnes et causant plus de 85 millions de livres de dommages. Le gouvernement de Londres déclare qu'un tel attentat jette un voile de doute sur les négociations. Tous

les partis présents aux négociations condamnent l'attentat, dont le Sinn Fein qui espère que la situation n'interrompt pas les négociations.

L'attaque de Canary Wharf est suivie de plusieurs autres attentats à Londres, notamment l'attentat de Manchester, le 15 juin 1996 qui détruit une large portion du centre-ville. Il s'agit de la plus importante attaque à la bombe depuis la Seconde Guerre mondiale en terre britannique, blessant 200 personnes et causant plus de 400 millions de livres en dommage. L'échec du cessez-le-feu reflète les importantes dissidences au sein des Provos et l'opposition de la stratégie adoptée par le Sinn Fein et certains leaders du Sinn Fein.

Malgré l'ampleur de l'attentat, les communications secrètes ne sont pas interrompues entre le gouvernement de John Major et Gerry Adams, par le biais de John Hume, médiateur désigné des négociations.

Les six principes de Mitchell

En 1995, George Mitchell, ancien sénateur américain, est envoyé par l'administration américaine de Clinton en tant qu'envoyé spécial en Irlande du Nord. Le gouvernement britannique et le gouvernement irlandais acceptent que Mitchell préside une commission internationale relative au désarmement des groupes paramilitaires.

En mai 1996, Mitchell met sur pied une série de conditions nécessaires afin d'amener les différents partis à entamer les négociations sur un pied d'égalité. Ces conditions, connues sous le nom de « principes de Mitchell », soulignent qu'aucun désarmement ne peut précéder le début des négociations :

« The primary necessity for decommissioning in Northern Ireland is that without demilitarization of politics there is always an implicit threat of violence if an organization cannot get its way through normal democratic means. One of the key reasons why the peace process has been so difficult and protracted has been a complete absence of trust between the parties to the conflict » (von Tangen, 1998 : 413).

Avec les principes de Mitchell, les partis s'engagent dans un processus garant de confiance mutuelle même si la question de désarmement n'est pas encore réglée. Le Sinn Fein est invité à se joindre aux négociations :

- Tout problème doit être réglé à travers des canaux démocratiques et pacifiques;
- Le désarmement total et complet de tout groupe paramilitaire doit être accompli et vérifié par une commission indépendante;
- Tout parti doit également renoncer à l'usage de la menace et de la violence comme source d'influence des négociations;
- Tout parti ou groupe doit respecter les ententes négociées et, si refusant les conclusions des négociations, le parti ou groupe doit suivre un processus démocratique et pacifique afin de les renverser;
- Tout parti s'engage à stopper toute forme d'attaques.

L'adhésion du Sinn Fein à ces principes lui coûte cher, car cette décision est suivie d'une série de bouleversements internes, dont la démission de plusieurs

membres. En effet, le Sinn Fein est la principale cible de cet accord et le parti est conscient des enjeux relatifs à l'acceptation de cet accord.

L'Accord de Belfast au tournant

En mars 1997, l'IRA déclare un nouveau cessez-le-feu. C'est à cette même époque que l'IRA Véritable voit le jour, issue d'une nouvelle scission de l'IRA. C'est l'IRA Véritable qui est l'auteur le 15 juin 1998 de l'attentat à la voiture piégée d'Omagh, causant 29 décès et plusieurs blessés.

Le casse-tête n'est toutefois pas complet avant l'élection de Tony Blair et du Labour Party le 2 mai 1997. Malgré son appui à la décision de John Major d'interrompre les négociations en réponse à l'attentat de Canary Wharf, Blair fait de la résolution du conflit nord-irlandais une priorité. Du côté de Dublin, Bertie Ahern devient le nouveau « Taoiseach » et est chargé du conflit nord-irlandais.

Près de deux semaines après son élection, Blair se rend à Belfast afin d'annoncer le début des négociations multipartites. Il invite le Sinn Fein à se joindre aux négociations, tout en lui rappelant que le train des négociations ne peut attendre longtemps. Il propose également au Sinn Fein une série de rencontres exploratoires avec des représentants officiels de Downing Street, ce que le Sinn Fein accepte.

À la mi-juin 1997, lors de son intégration aux négociations, le Sinn Fein reçoit un « aide-mémoire » de Londres, rappelant les conditions de son entrée au processus de paix : 1) Un cessez-le-feu explicite de l'IRA; 2) L'acceptation entière des délégués du Sinn Fein aux principes de Mitchell; 3) Un accord sur une date limite à une entente multipartite; 4) Un accord des républicains quant à un processus de

démilitarisation en parallèle des négociations; 5) L'engagement de tous les partis à se faire mutuellement confiance.

Le point numéro 4 de l'aide-mémoire démontre clairement la flexibilité de Blair et de Ahern quant aux questions de démilitarisation de l'IRA, un enjeu épineux qui a échoué jusqu'à présent. En effet, Londres et Dublin s'entendent sur l'élaboration d'un processus de démilitarisation qui est mené en parallèle des négociations et non plus comme pré-condition aux débuts des négociations.

La table est mise pour entreprendre les discussions qui conduisent à l'Accord de Belfast en 1998.

PARTIE II – L'Accord de Belfast

L'Accord de Belfast : la signature tant attendue

Le 10 avril 1998, c'est l'annonce tant attendue. Un accord est signé par les principaux partis, offrant une nouvelle vision à l'Irlande du Nord et prouvant que les voies démocratiques ne sont pas sans succès dans la résolution du conflit. Pour Jonathan Powell, chef d'État-major britannique sous Tony Blair, l'Accord de Belfast est « an agreement to disagree. Unionists still want a United Kingdom, the Republicans and Social Democrats a united Ireland. What they agreed is not to pursue those ends by violence » (Burgess, 2008).

Ce n'est toutefois qu'en 2005, une fois les preuves apportées d'un désarmement complet de l'IRA, que le succès de l'Accord peut réellement être célébré. Le 10 avril 1998, la situation est autre : la prudence demeure dans les discours et l'Accord en est encore au stade de promesses.

Déjà, en janvier 1998, les principales propositions de ce que devient l'Accord de Belfast comportent la création d'une assemblée locale, un conseil des Îles Britanniques, la prévision de structures transfrontalières et l'amendement des articles 2 et 3 de la Constitution irlandaise. Ces grandes lignes déterminent l'ordre du jour des négociations à suivre et dont la date butoir, imposée, est le 9 avril. Quoi qu'il en soit, c'est pendant les dix derniers jours de négociations, qu'une entente prend réellement forme.

Les derniers jours sont cruciaux. Au fur et à mesure que les heures passent, peu espèrent la signature d'un accord pour le 9 avril. Tous sont présents : Tony Blair, premier ministre du Royaume-Uni, Bertie Ahern, premier ministre de la République d'Irlande et David Andrews, ministre des Affaires étrangères irlandais, David Trimble, de l'Ulster Unionist Party et premier ministre de l'Irlande du Nord, Martin McGuinness et Gerry Adams, du Sinn Féin, John Hume, du SDLP, Gary McMichael, de l'Ulster Defence Association, Monica McWilliams, de la Women's Coalition, Lord Alderdice, de l'Alliance Party, Malachi Curran, du Labour Coalition, David Ervine, du Progressive Unionist Party, George Mitchell, envoyé spécial des États-Unis, le Canadien John de Chastelain de l'IICD et Bill Clinton qui reçoit des rapports téléphoniques sur une base régulière.

Les dernières heures se déroulent sous les regards internationaux, en espérant voir « la main de l'Histoire » (Deutsch, 1998 : 37) mettre fin à ce long conflit. Les informations contradictoires sortent, négociateurs et représentants politiques ne peuvent prendre l'air sans être assaillis par les journalistes, le service des communications ne peut compter les communiqués de presse sortants et les appels entrants. « Stormont a certainement acquis la notoriété de la Maison-Blanche dans le vocabulaire des médias internationaux » (Deutsch, 1998 : 41).

Le bâtiment où se tiennent les négociations est situé en marge de celui du gouvernement régional et administratif à Dublin. Ce bâtiment offre peu d'endroits discrets, loin des grandes salles de réunion. Si cette promiscuité est voulue par les négociateurs, elle est déviée au cours des derniers jours où les unionistes n'hésitent pas à envoyer des délégués en reconnaissance afin d'éviter que David Trimble et Gerry Adams ne se rencontrent à l'urinoir.

Un peu plus de 17 heures après la date butoir, le 10 avril, un accord est finalement conclu entre les deux gouvernements et les partis présents. L'Accord voit le jour suite aux longues nuits d'insomnie et aux nombreuses rencontres entre Dublin, Londres, Belfast et même Washington et sous les yeux de la presse internationale qui suit les négociations à partir du stationnement du centre de presse de Stormont, trop petit pour la BBC, CNN et des dizaines de journalistes.

Malgré la signature, on demeure prudent quant aux possibilités qu'offre un tel Accord (Deutsch, 1998 : 50-54) :

« Cela ne sera pas aisé, car notre passé commun nous a légué d'amers héritages. Des dizaines de milliers de personnes, en Irlande du Nord, au Sud et en Grande-Bretagne ont été victimes de la violence. Nous pensons à elles aujourd'hui. D'autres ont souffert de la discrimination ou de l'exclusion et nous savons tous combien l'incompréhension et la méfiance sont encore présentes... Il n'y a pas de place aujourd'hui pour le triomphalisme. Il est vrai qu'aucun d'entre nous n'a obtenu exactement ce qu'il souhaitait, mais chacun peut montrer les points positifs acquis pour nous tous »

- Bertie Ahern

« Sinn Féin a une vision de l'avenir : celle d'une Irlande libérée de la division et du conflit où notre peuple peut vivre ensemble et en paix. [...] Il y a encore tant à faire.

Sans aucun doute, il y a encore une énorme méfiance entre nationalistes et unionistes. Elle peut être effacée par le principe de l'égalité. Tout processus qui exclut une section de la population ne peut réussir. Cela a été notre but dans ce processus de paix : nous avons résisté à toutes les manœuvres qui visaient à nous exclure, à nous marginaliser, à nous réduire au silence et à faire pression sur nous. Nous sommes ici en tant que représentants de ceux qui ont voté pour nous. Nous continuerons à les représenter et à défendre leurs intérêts. Ces négociations et les nouvelles dispositions qui en découlent sont le résultat de notre parcours collectif depuis les erreurs du passé vers un partenariat futur. [...] Il nous reste un long chemin à parcourir pour arriver à une paix durable; nous tendons aujourd'hui la main de l'amitié » - Gerry Adams

Des principes et des promesses sur papier

La signature de l'Accord réitère le statut constitutionnel de l'Irlande du Nord, c'est-à-dire au sein du Royaume-Uni, sans négliger les nombreux liens entre le Nord et le Sud et laisse entrevoir la possibilité d'une réunification irlandaise, si majorité il y a.

D'un côté, c'est un marché conclu qui développe les premiers mécanismes d'un gouvernement partagé. D'un autre côté, ce sont les premières étapes vers un processus de transformation sociale et politique.

L'Accord de Belfast reconnaît les principes fondamentaux (Deutsch, 1998 : 59-77) dont la réconciliation, la tolérance, la confiance réciproque, la protection et la défense des droits de l'Homme, la non-violence, le partenariat, l'égalité, le respect mutuel, la reconnaissance d'aspirations politiques légitimes et en guise de conclusion, la réussite de chacun de ces points.

Il prévoit également une série d'enjeux constitutionnels : tout changement dans le statut de l'Irlande du Nord doit être basé sur le principe du consentement majoritaire. L'Accord s'inscrit dans le contexte que, malgré qu'une minorité du Nord et une majorité du Sud souhaitent l'unification irlandaise, la majorité du Nord souhaite maintenir l'union auprès de la Grande-Bretagne. En cas de changement d'opinion, les deux gouvernements irlandais et britannique s'engagent à soutenir toute modification à la Constitution.

Afin de mettre en œuvre ces grandes lignes, toute une série de mesures (« strand ») est développée. Une période de deux ans est accordée pour l'atteinte de ces « strands » :

- Une assemblée de 108 membres siège en Irlande du Nord. Ses membres sont élus selon un cadre représentatif proportionnel afin d'éviter que l'Assemblée ne soit dominée par les représentants unionistes, toujours plus nombreux que les catholiques;
- Un Conseil ministériel Nord-Sud agit à titre d'organe consultatif, coopératif et actif dans certains domaines : agriculture, éducation, transport, protection de l'environnement, voies maritimes, sécurité sociale, tourisme, pêche, santé, développement urbain et rural;
- Un Conseil britannico-irlandais, composé de l'Assemblée d'Irlande du Nord, de l'Écosse, du Pays de Galles, de l'Île de Man et des Îles anglo-normandes, s'efforce d'établir des accords et des partenariats dans des domaines d'intérêt mutuel (domaines visés par le Conseil ministériel Nord-Sud).

L'Accord prévoit l'instauration d'une série de mesures afin de garantir l'égalité pour tous. Le gouvernement irlandais établit, dans les mois suivants, une Commission des Droits de l'Homme et dont le but est la ratification de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe : égalité face à l'emploi, respect des différentes traditions irlandaises et tolérance envers la langue irlandaise. Suivant ces initiatives, le gouvernement de Londres déploie une nouvelle stratégie de développement économique en Irlande du Nord.

En parallèle à ces mesures, les organisations paramilitaires participantes doivent s'engager à non seulement déposer les armes, mais procéder à la destruction des effectifs militaires et coopérer avec la Commission indépendante relative au désarmement des groupes paramilitaires. Le désarmement doit être complété dans les deux ans suivant le 10 avril. De plus, Londres s'engage à réduire le nombre et le rôle des forces armées britanniques selon le niveau de menaces. Les forces armées procèdent ainsi à la fermeture d'installations militaires et Downing Street abolit les législations d'exception contre le terrorisme.

En remplacement des forces armées, une commission indépendante formule des suggestions sur le futur service de police de l'Irlande du Nord, la PSNI.

L'Accord prévoit la libération de prisonniers appartenant aux organisations paramilitaires qui ont signé l'Accord dès la fin de juin 1998.

Finalement, l'Accord organise deux référendums, tant au Nord qu'au Sud, pour le 22 mai 1998. Les grandes lignes de l'Accord étant appuyées par la population, les deux gouvernements doivent alors tout mettre en œuvre afin que les institutions proposées soient créées.

La concrétisation d'un accord fragile

La mise en place de l'Accord se fait de façon précipitée. On veut éviter à tout prix qu'une certaine forme de résistance se prépare. Encore tout frais, l'échec de l'Accord de Sunningdale ne tient pas à être répété. Malgré les similitudes entre les deux accords, le contexte de l'époque et des négociations est bien différent : l'IRA est prête à négocier et le Sinn Fein bénéficie d'une notoriété électorale et politique acquise depuis son entrée sur la scène politique au début des années 1980. Comparativement à l'Accord de Sunningdale, certains nouveaux principes figurent dans l'Accord de Belfast, par exemple : le principe d'auto-détermination, la reconnaissance de deux identités, catholiques et unionistes, la coopération britannico-irlandaise en Irlande du Nord et les procédures légales quant à la mise sur pied d'un gouvernement de partage.

Les référendums approuvent majoritairement l'Accord. Au Nord, 72% de la population vote en faveur de l'Accord tandis que le pourcentage atteint les 95% au Sud (Farren et al., 2000 : 12).

Le Sinn Fein tient une Ard Fheis spéciale afin de voter sur l'Accord de Belfast. En moins de deux heures, les positions sont prises : 94.6% des membres présents, soit 311 sur 350 délégués, approuvent l'Accord de Belfast. Plus rien ne peut entraver la démarche de Adams et de son clan (Sinn Fein, 22 mai 1998).

Trois mois plus tard, les ministres nord-irlandais sont nommés et déjà, les premiers accords sur les institutions frontalières sont signés. Ce n'est toutefois qu'en février 1999 que les réels pouvoirs sont transférés à la nouvelle Assemblée.

Du côté républicain, on salue les changements apportés par l'Accord. La mise en place de l'Accord pourrait signifier la réunification de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande par une stratégie démocratique. L'Accord est ainsi perçu :

« We are now starting to put together the policy portfolio of a party that's involved in the mainstream, as leading a particular strand of the overall political agenda. And that's on the basis of not only being an all-Ireland political party but a party which has a strategy for all-Ireland policies which is attracting support » (Maillot, 2005 : 49).

Plusieurs défis restent à relever afin de déclarer le succès de l'Accord du Vendredi Saint, dont la question épineuse du désarmement qui est encore en suspend.

L'Accord de Belfast selon le Sinn Fein et le mouvement républicain

Cet Accord, pour le Sinn Fein, signifie que le parti se transforme graduellement d'un mouvement lié à la lutte paramilitaire à un mouvement entièrement consacré à la recherche de solutions politiques : « According to Adams the Agreement is a basis for advancement. It is transitional. It is an accommodation. It heralds change in the status quo. It is a transitional stage towards a democratic peace settlement » (Krings, 2006 : 11).

Le parti politique perçoit le processus de paix et l'Accord de Belfast comme un choix stratégique afin d'accomplir l'objectif premier de la réunification de l'île irlandaise. L'IRA et le Sinn Fein réalisent tous deux qu'une telle réunification ne peut se faire par les voies de la violence. Les voies politiques qu'ouvre l'Accord de Belfast deviennent la solution la plus envisageable au sein du mouvement nationaliste, certes, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens, comme le rappelle Clausewitz.

L'Accord de Belfast offre l'opportunité au Sinn Fein de ranimer son discours quant à la réunification irlandaise de manière démocratique et légitime, ce que les voies de la violence ne peuvent offrir.

Le processus de paix est un succès pour le rôle et le statut du Sinn Fein. Le parti politique siège à l'Assemblée en comptant plus de 28 sièges par rapport à 36 sièges pour le parti unioniste démocratique sur les 108 sièges représentant l'Irlande du Nord. Partageant les sièges avec le Democratic Unionist Party (DUP) de Ian Paisley, l'assemblée nord-irlandaise est divisée par deux groupes qui n'ont, alors, que peu de compréhension l'un de l'autre.

Au sein de la population, on accepte : « It is generally accepted, however, that there is no rigid or administration separation between Sinn Fein and the IRA » (Stevenson, 1996-1997 : 126).

La croissance impressionnante du Sinn Fein peut être attribuée à plusieurs facteurs. « Sinn Fein leaders are indeed capable of articulating a message that has found an echo among an increasing number of Irish voters. [...] Parts of the message conveyed by spokespersons are identical, reduced to sound bites such as 'seize the opportunity', 'take the gun out of Irish politics' » (Maillot, 2005 : 73-74).

L'effacement graduel de l'IRA sur la scène publique et ses nombreuses communications auprès de l'organe chargé de la démilitarisation du groupe démontrent les efforts de l'IRA dans le dossier de la démilitarisation et offrent au Sinn Fein un certain repos dans la justification de leur relation.

La stratégie de paix adoptée par le Sinn Fein est compatible avec les différents « strands » que propose l'Accord de Belfast. Ainsi, les efforts du Sinn Fein dans

l'élargissement des canaux de coopération entre l'Irlande du Nord et la République irlandaise s'inscrivent comme le plus important choix stratégique du groupe. Cette coopération a pour objectif de promouvoir les nombreux liens existants entre les deux territoires tout en assurant les unionistes de la présence de mécanismes de protection des deux groupes, tant républicains qu'unionistes.

Mémoire, chagrin et désarmement ne doivent être négligés par les adhérents de l'Accord. C'est pour ces raisons qu'en janvier 1998, une commission d'enquête indépendante sur les événements tragiques du Bloody Sunday est formée. Les conclusions ont certes servi à apaiser les familles des victimes, mais le simple fait de voir l'orchestration de cette initiative est un pas considérable dans le renouement des communautés nord-irlandaises.

Parmi les changements les plus importants, on note également la transformation de la Royal Ulster Constabulary en PSNI, dont le recrutement doit respecter un pourcentage déterminé de catholiques.

Il est encore tôt pour fêter la victoire et en 2002, l'Assemblée et l'exécutif sont suspendus alors qu'un espion de l'IRA est démasqué dans les rangs du Sinn Féin. L'enjeu de la démilitarisation de l'IRA demeure central et entraîne les différents partis à craindre l'honnêteté de l'IRA.

Le processus de paix conduisant à l'Accord de Belfast permet au Sinn Féin de bénéficier d'un important rôle dans le processus de paix et de renverser son rôle d'agent public de l'IRA pour un rôle davantage entreprenant au sein du mouvement républicain.

La combinaison de la violence et de la participation démocratique, au sein des institutions de l'Accord de Belfast n'est plus un choix stratégique tant pour le Sinn

Fein que l'IRA. Ayant intégré le processus de paix, le groupe fait face à une décision quant au chemin à choisir.

L'intégration du Sinn Fein à la table des négociations représente certes le plus important gain et la meilleure marque de reconnaissance du parti. Toutefois, cette intégration force le mouvement à prendre une importante décision. Face au nouveau rôle politique du Sinn Fein, la lutte paramilitaire est devenue difficilement justifiable et la stratégie de paix, ou comme dirait le Sinn Fein « taking the gun out of Irish politics », éclipse rapidement la stratégie paramilitaire de l'IRA.

L'Accord de Belfast a concrétisé un nouveau contexte au conflit d'Irlande du Nord. Un contexte dans lequel la lutte paramilitaire de l'IRA n'est plus le canal principal de la réunification de l'Irlande du Nord.

La popularité du Sinn Fein

Les résultats des élections démontrent le soutien pour le Sinn Fein. Lors des élections de 1999, suivant l'Accord de Belfast, le Sinn Fein se retrouve avec près de 18 sièges au sein du Stormont. En juin 2001, lors des élections de Westminster, le Sinn Fein se distingue en devenant le plus large parti républicain d'Irlande du Nord. Lors des élections de 2003, afin d'élire l'Assemblée nord-irlandaise, le Sinn Fein se retrouve avec 24 sièges et plus de 23% des votes, soit quelques sièges derrière le SDLP (van Engeland et al., 2008 : 60). « Sinn Fein had come a long way along the centuries and it took to build a solid political basis » (van Engeland et al., 2008 : 60).

Toutefois, la relation entre l'IRA et le Sinn Fein demeure un défi. D'un côté, la présence politique du Sinn Fein attire non seulement des votes, mais de nouveaux membres. D'un autre côté, les actions entreprises par l'IRA entravent le Sinn Fein

dans le processus de négociation et sa quête d'un nouveau rôle dans la gestion des affaires nord-irlandaises. Le Sinn Fein est légitime en terme de votes, mais n'est toujours pas légitimé au sein du système démocratique défendu par les autres partis de la scène politique nord-irlandaise.

Des sondages conduits avant la signature de l'Accord de Belfast démontrent un soutien populaire pour le Sinn Fein d'un à deux pour cent dans la République irlandaise (Maillot, 2005 : 80). Certes, la confiance du public a grandi depuis l'Accord de Belfast. Le soutien pour le mouvement politique au cours d'élections locales en Irlande du Nord passe de 3.5% en 1999 à 8% en 2004. Lors de la campagne nationale, le pourcentage passe de 6.3% en 1999 à 11.1% en 2004. L'approbation générale des leaders du Sinn Fein change aussi de beaucoup. Le président du Sinn Fein, Gerry Adams est parmi les politiciens catholiques les plus populaires de l'époque en Irlande du Nord (Maillot, 2005 : 96).

Conclusion

L'Accord de Belfast est une victoire pour les différents partis oeuvrant à la résolution du conflit en Irlande du Nord. Le Sinn Fein accepte rapidement les principes et les conditions évoquées dans l'Accord : il s'agit d'une étape cruciale pour le parti qui comprend que les moyens politiques sont avantageux comparativement au coût humain de l'action paramilitaire.

Malgré qu'une nouvelle ère s'annonce en Irlande du Nord, une ombre au tableau demeure : l'IRA est toujours armée.

Chapitre 4

1998 – 2005

La démilitarisation tant attendue

L'impasse paramilitaire

L'étape du désarmement en est une décisive dans le processus de paix. En effet, les négociations et la signature de l'Accord de Belfast se sont déroulées sans qu'aucun groupe paramilitaire ne dépose une arme, créant une impasse dans l'instauration de l'Accord.

Immédiatement après la signature historique, l'IRA déclare qu'aucun dépôt des armes ne se tiendra :

« The Good Friday Agreement document does mark a significant development. But whether or not this heralds a transformation of the situation is dependent totally on the will of the British government [...] The IRA commitment to assisting the search for justice and peace is a matter of public record. This commitment remains. Let us make it clear that there will be no decommissioning by the IRA. This issue, as with any other matter affecting the IRA, its functions and objectives is a matter only for the IRA, to be decided upon and pronounced upon by us [...] We commend the efforts of Sinn Féin. They can be confident of our desire to see all republicans engage in their decision-making process at this time in a constructive and positive way. We wish Sinn Féin further success in the development of their peace strategy. It remains clear that movement towards a lasting peace is a shared responsibility of all political leaders. We face the future united, committed and dedicated to the struggle of the Irish Unity and Independence » (IRA, 30 avril 1998).

La signature de l'Accord de Belfast cause d'importantes tensions au sein du Sinn Fein et de l'IRA. Le spectre des divisions passées rôde toujours au sein même du Sinn Fein. Par le passé, chaque engagement politique du Sinn Fein coûte cher au sein du mouvement.

Les négociations quant au désarmement débutent en mars 1999, le jour de la Saint-Patrick.

Sans aucun progrès, le processus de paix est en crise : en 1999, l'établissement de l'exécutif nord-irlandais est retardé; en février 2000, les institutions sont entièrement suspendues et leur reprise est un échec en 2001 et en 2003. « On the republican side, decommissioning which was initially bluntly ruled out, has become, in the words of Martin McGuinness, a 'collective responsibility' » (Maillot, 2005 : 38).

Le groupe paramilitaire doit faire preuve de flexibilité. L'enjeu de l'abandon des armes étant devenu le principal obstacle à l'implantation de l'Accord de Belfast, l'IRA, en novembre 1999, contacte l'IICD et nomme Brian Keenan à titre d'interlocuteur permettant alors la formation des instances exécutives nord-irlandaises, incluant deux ministres du Sinn Fein : « Even though the IRA did not disappear after the Agreement, in retrospect it was largely a matter of time before it would start decommissioning and eventually leave the scene » (Krings, 2006 : 19).

Les craintes d'une division fatale

Le processus de désarmement est long. Au sein du Sinn Fein, cette lenteur s'explique par le fait qu'on craint qu'un processus de démilitarisation rapide, voire

précoce, risque de créer des tensions internes violentes. On craint également la riposte de l'IRA Véritable et de l'IRA Continue ou toute autre scission au sein de l'IRA :

« The IRA could not be disarmed and disbanded overnight : the process had to be managed carefully, since the complete decommissioning of weapons and the disbandment of the organization would be the ultimate concession, revealing the end of the Republican challenge and the Provisionals' acceptance of the status quo. This would have significant psychological and political effects, leaving a vacant space for a new group to emerge, laying claim to the historical and political legitimacy of the IRA » (Bean, 2007 :113).

David Trimble interdit la présence du Sinn Fein au Conseil Nord-Sud. L'IRA publie un communiqué dans lequel le groupe réaffirme son engagement et demande à Londres de s'assurer de la pleine participation du Sinn Fein dans la conduite des affaires nord-irlandaises. Moins de deux semaines plus tard, le général John de Chastelain confirme que l'IRA est en contact auprès de l'IICD et que d'importants progrès se dessinent.

Des événements majeurs, dont l'arrestation de deux anciens membres de l'IRA en Colombie, accusés de soutenir les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), ont un impact majeur sur l'enclenchement définitif du processus de démilitarisation qui débute en 2001. Les autorités colombiennes, suite à une série d'enquêtes sur la présence des membres de l'IRA sur leur territoire, affirment par la suite que plus d'une vingtaine de membres de l'IRA ont visité la Colombie dans le cadre d'ententes auprès des FARC.

Cette même année, le général de Chastelain affirme que l'IRA a procédé à la création d'un plan de démilitarisation sans toutefois mentionner les détails et les dates dans lesquels se déroule le dépôt. Sans davantage d'information concrète, le

secrétaire général attitré à l'Irlande du Nord, John Reid, suspend les institutions de l'Accord de Belfast pour une durée de 24 heures. Deux jours plus tard, l'IRA reprend les communications et s'engage à livrer un plan daté de dépôt des armes. En 2003, la confiance en un avenir politique du Sinn Fein s'empare des rangs de l'IRA. Joe Cahill, vétéran républicain, lance un « Let us win the peace! » sous les acclamations des autres membres de l'IRA (Maillot, 2005 : 40) lors de l'Ard Fheis de 2003.

On clôt un chapitre

En 2002, à l'aube d'élections en République d'Irlande, Gerry Adams livre un hommage au courage et à l'engagement des membres de l'IRA devant une foule de près de 3 000 personnes, tous parents de membres de l'IRA tués au cours des Troubles. Cette cérémonie, organisée sous forme d'événement commémoratif liste les noms des victimes. Cet événement aurait pu coûter cher au Sinn Fein. Le parti profite du caractère commémoratif de cette cérémonie comme un événement symbolique qui conclue la lutte paramilitaire de l'IRA. « In another light, however, the event might also have served the purpose of signalling the end of the military phase. Therefore, the memorial could be seen as epitomising the closure of the conflict, as if no more names would need to be added to the list » (Maillot, 2005 : 85).

Le parti politique tourne la page sur sa relation auprès de l'IRA et entame celle de la lutte politique.

Si la démilitarisation de l'IRA est chose certaine, plusieurs raisons expliquent la lenteur du processus. Bien que le Sinn Fein et l'IRA adhèrent au nouveau gouvernement de partage prévu par l'Accord du Vendredi Saint, l'IRA n'a toujours pas accepté les clauses et modalités dans lesquels se déroule la destruction de son arsenal. Une autre raison est la croyance des gouvernements de Londres et de Dublin

que Adams et ses collègues ne possèdent que peu de liberté et de flexibilité quant à l'IRA. On craint qu'une précipitation divise les rangs et provoque une nouvelle division. Les gouvernements voient le leadership interne de Adams comme vulnérable face à cet enjeu.

La fin de l'IRA

En 2005, l'IRA collabore entièrement au processus de paix en maintenant un contact continu auprès de la Commission. Cette décision est la conséquence d'un long processus qui voit le Sinn Fein éclipser l'IRA en tant que force majeure et décisionnelle du mouvement républicain. C'est la fin de la tradition de la violence afin de laisser place à une nouvelle tradition, cette fois-ci d'ordre politique. La notoriété publique du Sinn Fein donne raison à la voie politique. « Specifically, it is the formal organization who purport to speak for the movement, who increasingly dictate the course, content, and outcomes of the struggle » (McAdam et al., 1996 : 15).

Le 8 mai 2007, le gouvernement nord-irlandais est rétabli. Ian Paisley, du DUP, connu sous le nom de « Doctor No » compte tenu de son intransigeance face aux partis catholiques et Martin McGuinness, du Sinn Fein, prennent les positions respectives de premier ministre et de premier ministre adjoint. Deux jours plus tard, les deux politiciens, longtemps ennemis, sont photographiés ensemble avant que McGuinness ne déclare : « The Republican struggle [had opened] up a democratic and peaceful path towards Irish unity and indépendance » (*An Phoblacht*, 10 mai 2007).

Conclusion

Après 30 ans de violence, l'IRA se résout finalement à détruire son arsenal paramilitaire : « The leadership of Óglaigh na hÉireann announced on July 28 that we had authorised a representative to engage with the IICD to complete the process to verifiably put arms beyond use. The IRA leadership can now confirm that the process of putting our arms beyond use has been completed » (IRA, 2005).

Il s'agit d'une défaite pour l'IRA, qui renonce à sa lutte paramilitaire. Mais le Sinn Féin sort gagnant de cette situation et l'IRA demeure persuadée que sa mission et ses objectifs sont atteints par le biais du Sinn Féin.

Jamais un mouvement ne s'est autant restructuré que le mouvement républicain de l'IRA et du Sinn Féin. L'héritage de l'Armalite et du bulletin de vote combine certes la stratégie électorale et la lutte paramilitaire, mais seulement vers un chemin politique. En 1969, à la naissance de l'IRA Provisoire, et en 1986, alors que la motion d'abstention est abolie, l'IRA est loin de se douter que son avenir se tient entre les mains du Sinn Féin.

Chapitre 5

Les dynamiques externo-internationales

Les Troubles sont longtemps associés uniquement à l'Irlande du Nord. Toutefois, telle qu'analysés dans les chapitres précédents, la domination du Sinn Fein sur l'Irish Republican Army, les succès politiques et électoraux du parti tant au Nord qu'au Sud de l'île irlandaise et l'enjeu de la démilitarisation de l'IRA ont permis au conflit nord-irlandais d'être connu et, par le fait même, de s'internationaliser au cours des années 1990.

Désormais connu sur l'île irlandaise et en Grande-Bretagne, le Sinn Fein attire l'attention d'acteurs et d'experts internationaux. En internationalisant l'enjeu de la démilitarisation et des jeux de pouvoir entre le Sinn Fein et l'IRA, les gouvernements britannique et irlandais maximisent le capital politique de la communauté internationale dans la résolution du conflit nord-irlandais.

Cette internationalisation du conflit attire l'engagement d'acteurs internationaux, tels John de Chastelain, général canadien à la retraite, chargé de la supervision de la destruction de l'arsenal de l'IRA ou encore, George Mitchell, sénateur américain à la retraite engagé dans les négociations de paix. Le plus connu de tous, Bill Clinton, suit avec empressement, de l'autre côté de l'océan, les dernières heures conduisant à l'Accord de Belfast.

L'engagement américain et la lutte internationale au terrorisme caractérisant le 21^e siècle contribuent à l'internationalisation des causes du Sinn Fein.

Ce chapitre analyse l'apport non seulement de la communauté internationale, mais le contexte de la lutte internationale au terrorisme orchestrée par les États-Unis.

Nous verrons que la présence de la communauté internationale, représentée par John de Chastelain, George Mitchell, Bill Clinton, et l'appel à la lutte internationale au terrorisme sont les dynamiques externo-internationales aux dernières étapes du dépôt des armes. Ce sont les dynamiques externes au groupe, sur le plan international. Comme l'Irlande du Nord n'est pas une enclave, les forces qui modèlent la planète transforment aussi cette région.

Bill Clinton en Irlande du Nord

Élu président des États-Unis en 1993, Bill Clinton s'engage dans le conflit nord-irlandais et ce, malgré les réticences de Londres, un des partenaires le plus proches des Américains. Dans le passé, bien des présidents américains décident de tourner le dos à l'Irlande du Nord, sous peine de choquer le gouvernement de Londres. Malgré les critiques et les accusations « d'être trop mou » envers les acteurs du Sinn Fein, Clinton a une autre vision : ce n'est qu'en intégrant le Sinn Fein et les acteurs républicains qu'il est possible de convaincre l'IRA d'abandonner les armes. En effet, l'intérêt de Clinton quant aux compromis accordés par le Sinn Fein ne le trompe pas : « He would back those he saw as leaving violence behind » (*BBC*, 2000).

Les pressions de l'immigration et de l'électorat irlando-américain

Après sa victoire électorale au début des années 1990, Bill Clinton compte beaucoup sur l'importante présence de l'électorat irlando-américain. En effet, les Américains d'origine irlandaise sont parmi les groupes culturels et ethniques les plus prospères au pays : leur niveau d'études et leur situation professionnelle se situent au-dessus de la moyenne nationale (Kenny, 2008). Près de 36 millions d'Américains,

représentant 12% de la population totale, se dit d'origine irlandaise (Wikipédia, 2010).

Malgré les nombreuses générations vivant aux États-Unis, la plupart des irlando-américains conservent un fort sentiment culturel, politique, voire même religieux à l'égard de l'Irlande. Leur importance, pour tout futur président américain, n'est pas à négliger et un caucus américain quant à la situation nord-irlandaise et à l'éventualité d'un engagement américain fait pression sur l'administration du pays.

Durant sa campagne électorale, alors gouverneur de l'Arkansas, Clinton promet de s'engager dans le processus de paix en envoyant un envoyé spécial attitré à l'Irlande du Nord, une promesse qui répond à la demande de l'électorat irlando-américain. Déjà, cette promesse électorale refroidit Londres.

L'engagement de Clinton en Irlande est le miroir de ses politiques nationales en sol américain, c'est-à-dire la recherche d'un consensus au sein des différents partis (BBC, 2000). De plus, l'administration Clinton encourage les investissements privés américains dans l'économie irlandaise.

On perçoit une démarche honnête de la part de Clinton de s'investir dans le processus de paix. La pression de l'électorat irlando-américain et le désir de s'associer à de grands succès internationaux sont réellement les causes d'un tel engagement.

Le cessez-le-feu de l'IRA en 1994 provoque certes un vent d'enthousiasme chez l'administration Clinton qui établit alors ses premières relations diplomatiques auprès du Sinn Féin et de Gerry Adams. En 1994, alors que Gerry Adams se voit

offrir un visa américain et une invitation à la Maison-Blanche pour la Saint-Patrick, les relations entre Londres et Washington sont tendues.

Un premier geste américain

Suite à son élection, Clinton envoie un observateur en Irlande du Nord, le sénateur George Mitchell. En partenariat avec l'ambassadrice américaine en République d'Irlande, Jean Kennedy Smith, Mitchell s'engage dans le processus de paix. Un tel engagement a pour conséquence directe l'engagement profond des États-Unis dans le processus de paix.

L'envoi et l'engagement de Mitchell demeurent, dans les huit ans de règne de Clinton, l'un des succès de la politique étrangère de l'administration de l'époque. La présence d'un tel personnage, personnellement attiré par Clinton, assure une présence respectée et neutre dans la gestion des négociations. Mitchell est une garantie de la présence américaine dans le succès du processus de paix.

La première visite de Clinton en sol irlandais, soit la première visite présidentielle des États-Unis en Irlande du Nord, date de 1995. Le président est alors accueilli par une importante foule enthousiaste. Certes, la présence de Clinton apporte un vent de changement. La population perçoit l'homme d'État comme nonpartisan, accessible et en mesure de changer la situation nord-irlandaise.

À son arrivée à Belfast, Clinton échange également une poignée de main historique avec Gerry Adams. Il s'agit alors d'un geste qui vaut quelques foudres britanniques et unionistes à l'administration américaine. Du côté unioniste, on se montre également très méfiant de toute ingérence américaine. On croit alors que la

présence de Bill Clinton peut être utilisée, à tort, par les républicains, comme moyen de pression aux unionistes et à Londres.

Lors de sa deuxième visite en Irlande, quelque temps après les attentats d'Omagh de 1998, Clinton n'hésite pas à déclarer qu'une paix est seulement possible et réside au sein même de l'Irlande et non par le biais d'acteurs extérieurs. Cette déclaration cherche à rappeler à Londres que la présence américaine soutient les efforts de son partenaire économique dans la recherche d'une solution au conflit.

La dépendance économique frappe fort

Une série de changements politiques, économiques et sur le plan de la sécurité bouleversent le pays alors que le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher est remplacé par ceux de John Major et de Tony Blair, tous deux prêts à résoudre le conflit. Ces changements créent une nouvelle dynamique remettant en cause, au sein de la population, les fondements de la lutte armée de l'IRA.

Au début des années 1990, le gouvernement britannique lance une importante campagne d'investissements en Irlande du Nord : le développement des services et des programmes sociaux, éducatifs, de santé et de sécurité permet à la population non seulement d'améliorer sa qualité de vie mais de se sortir de plus de trois décennies d'un gouffre économique. La population se qualifie, les infrastructures se développent et les aides de Londres et de l'Union européenne attirent les investissements étrangers. Toutefois, l'Irlande du Nord demeure encore largement dépendante du Royaume-Uni puisque les investissements britanniques représentent 25% du PIB et elle reçoit de Londres près de 20% des sommes destinées au développement économique du territoire (Mueller, 2003).

Un plan de réformes en matière de logements est mis sur pied afin de combattre le racisme envers les locataires catholiques tout en promettant que : « Further amelioration might follow if they pursued a political process rather than continuing an armed insurgency » (Weinberg et al., 2003 : 112).

L'Irlande du Nord, à la fin du 20^e siècle, est bien différente de celle qui est témoin des premières années des Troubles : « The social and political environment of the early twenty-first century is unrecognizable in comparison with the 1980s. [...] These structural changes have had significant effects on society [...] and shaped the new realities in nationalist communities and their reflection in the shifting Framework of political life » (Bean, 2007 : 18).

Ces investissements démontrent alors au Sinn Fein l'importance de mener une campagne politique articulée et loin des coups de fusil. En 1983, un document électoral publié par le Sinn Fein dénonce le haut taux de chômage au sein de la jeunesse républicaine de Belfast, soit un taux davantage élevé qu'au sein des autres comtés d'Irlande du Nord et reconnaît que : « Given that the IRA was forcefully discouraging investment across Northern Ireland, deprivation was, indirectly at least, a partial consequence of its armed struggle » (Tonge, 2006 : 140).

Ces fonds britanniques et européens permettent de renforcer la position politique fondée sur un républicanisme constitutionnel et partagé. Ces investissements deviennent rapidement un forum idéal afin d'avancer la résolution du conflit de manière pacifique. La nouvelle situation financière du pays favorise ainsi la concordance entre un idéal de réunification résout de manière politique tout en partageant les pouvoirs et en tentant d'éliminer les frontières de manière avantageuse pour catholiques et protestants.

Constatant la dépendance économique de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni, la lutte paramilitaire se trouve face à un défi de taille et les communautés sectaires ne tiennent pas à tourner le dos aux investissements britanniques dans les six comtés.

La lutte internationale au terrorisme

De cette journée fatidique du 11 septembre 2001 s'organise la lutte internationale au terrorisme sous la main de fer et l'intransigeance des États-Unis. Des groupes, tels l'IRA, doivent alors s'ajuster à un contexte tendu et peu sympathique à toute forme de négociation. On ne négocie plus avec des groupes extrémistes, s'engagent à déclarer les politiciens :

« Despite Gerry Adam's repeated protestations to the contrary, the attack on the World Trade Center made it easier to bring about the end of the IRA. [...] The attack also changed the thinking of the IRA's American supporters, political and financial, and added to the pressure on them to choose the exclusively political route » (Cunningham, 2009 : 290).

Le 11 septembre conjointement avec les attentats de Londres en 2005 provoquent la bénédiction nécessaire aux efforts du processus de paix. En effet, le processus de paix profite de la tension internationale et du retrait de l'IRA de la scène publique face à une telle situation. « The terror attacks in London and the wider climate induced by al-Qaeda's global campaign, make the IRA keen to distance itself from the international network of terrorism. In this respect, 9/11 was a boon for the peace faction inside republicanism, accelerating the quest for political alternative » (Arthur, 2005).

L'IRA face au terrorisme international

Un mois suivant les attentats contre les États-Unis, l'IRA annonce son engagement formel et continu auprès de la Commission internationale chargée de la démilitarisation de l'Irlande du Nord.

Suite aux attentats de septembre 2001, la pression s'est accentuée en faveur du désarmement de l'IRA. Ces attaques sont en partie la cause de l'accélération du processus de désarmement.

Les attentats du 11 septembre mettent fin à toute stratégie de violence afin d'atteindre la réunification irlandaise. Tout acte de violence de l'IRA devient difficilement justifiable et le 11 septembre crée un sentiment de dégoût face à toute forme de violence. L'IRA est aussi bien consciente que tout acte de violence contre l'Angleterre représente, aux yeux de l'administration Bush, une attaque contre un allié des États-Unis.

Face à cette situation, l'IRA n'a aucune possibilité pour un retour éventuel à la violence : « [It] created a perception that the IRA couldn't go back to armed struggle because it dare not be associated with the generic term of terrorism » (Cunningham, 2009 : 288).

Le Sinn Féin dans l'eau chaude

Les attentats du 11 septembre et ceux de Londres affectent l'IRA, surtout le Sinn Féin pour différentes raisons. Les perceptions et l'attitude de la diaspora nord-irlandaise, britannique et internationale jusqu'alors adoptée à l'égard du Sinn Féin

changent et réduisent la marge de manœuvre du Sinn Fein. Les dons reçus diminuent et le Sinn Fein craint de perdre d'importants votes au cours de prochaines élections.

Alors qu'en 1995, plus d'un million de dollars en dons à l'IRA proviennent des États-Unis (Stevenson, 1996-1997 : 135), les attentats du 11 septembre contribuent à la faillite financière de l'IRA. Face à cette lutte internationale, on ne tient pas à être lié à l'IRA de quelque manière.

C'est pour ces raisons que le duo Adams-McGuinness s'empresse de condamner les coupables des attentats du 11 septembre, affirmant que de telles attaques sont « ethically indefensible » :

« The republican leadership had recognized that these had created a new dividing line in the realm of international affairs : in the words of President Bush, 'You're either with us or against us in the fight against terror'. In this context, the Adams-McGuinness leadership was keen to ensure that republicans did not end up on the wrong side of the divide. This distinction between republicans and terrorists was deemed to be vital if Sinn Fein was to take forward its objective of being seen as a mainstream political party, both domestically and internationally – and particularly in the United States » (Frampton, 2009 : 147).

La diaspora irlandaise en sol américain range ses chèques et les actions de l'IRA sont beaucoup plus difficiles à justifier. Malgré que les membres de l'IRA ne rendent pas les armes, les donateurs irlando-américains et les partisans du Sinn Fein retirent, en bon nombre, leur soutien au parti politique nord-irlandais

En effet, après cinq ans d'existence, les dons amassés par « Les amis du Sinn Fein », une organisation vouée à la récolte de dons pour le parti en sol américain,

atteignent le montant de 4,5 millions de dollars. Après les attentats du 11 septembre, le montant des dons chute rapidement. En moins de six mois suivant les attentats, l'organisation déclare qu'un montant de seulement 19 000 dollars américains est recueilli, comparé aux plus de 610 000 dollars récoltés dans les six mois précédant les attentats (Frampton, 2009 : 147).

Les représentants du Sinn Fein envoyés aux États-Unis déploient une série d'efforts afin de préserver leur légitimité en sol américain et de maintenir le même niveau de dons. Les activités du Sinn Fein, toujours perçu comme le grand partenaire de l'IRA, deviennent inacceptables, créant une pression internationale sur le parti politique.

Les attentats du 11 septembre endommagent la relation établie par le Sinn Fein avec son grand partenaire américain. La Maison-Blanche, peu encline à toute forme de négociation auprès de groupes extrémistes ou à tout autre groupe lié à des groupes extrémistes, révisé sa position face à l'Irlande du Nord. De plus, l'IRA se voit attribuer de nombreuses comparaisons tant à Al-Qaïda qu'au terrorisme islamique.

Tant le Sinn Fein que l'IRA se rendent compte de l'ampleur de l'impact des attentats du 11 septembre sur leur lutte nationaliste. Le parti peint de plus bel le portrait d'un parti honnête entièrement engagé dans le processus de paix. Les mains liées, le Sinn Fein redouble d'efforts en octobre 2001 afin de convaincre l'IRA de tourner la page de la violence.

Face à la tension créée par les attentats du 11 septembre, le Sinn Fein risque de perdre d'importants alliés, tant politiques que financiers, si aucun geste significatif n'est posé par l'IRA.

Le Sinn Fein, partenaire international

L'internationalisation des Troubles ne s'arrête pas là. Les représentants du Sinn Fein, tant Martin McGuinness que Gerry Adams, sont appelés à jouer plusieurs rôles prédominants dans la conduite de processus de paix ailleurs sur la planète et similaires à celui de l'Irlande du Nord.

En 2007, les lecteurs d'*An Phoblacht* lisent le titre évocateur de « McGuinness chairs Iraqi talks » (*An Phoblacht*, septembre 2007). En effet, l'ancien chef de l'IRA, aujourd'hui vice-premier ministre de l'Irlande du Nord, prend part à une rencontre secrète de plusieurs jours à Helsinki, en Finlande, au cours de laquelle plus d'une dizaine de représentants chiites et sunnites irakiens se réunissent.

Le but de cette rencontre est de discuter, de manière libre et sur un terrain neutre, de l'Irak après le départ des troupes américaines.

Cette assemblée compte également sur la présence de représentants de l'ANC. Cyril Ramaphosa, ancien dirigeant de l'ANC, ayant négocié auprès du gouvernement de l'apartheid, est également présent. La présence de Ramaphosa est cruciale dans la rencontre d'Helsinki. L'homme politique sud-africain est également chargé, au sein de l'équipe du général de Chastelain, de superviser le dépôt des armes de l'IRA.

Les idées ressorties s'inspirent grandement du succès des négociations de l'Accord de Belfast en Irlande du Nord et de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud. L'objectif de cette réunion est la production d'une feuille de route, un guide pour un processus de paix à venir, dont tous les partis politiques et les principaux représentants d'organisations insurgées en Irak prennent part.

On discute également de la création d'une armée nationale, de la police irakienne, d'un système politique unifié prévoyant des mécanismes de protection des minorités.

Cet exemple de l'engagement du Sinn Fein sur la scène internationale n'est qu'un parmi tant d'autres. Le Sinn Fein et Martin McGuinness sont invités par le Fatah et le Hamas afin de rétablir la passerelle des négociations depuis la crise dans la bande de Gaza. McGuinness est également invité par le gouvernement de Colombo au Sri Lanka afin de relancer le processus de paix. La présence de McGuinness détend l'atmosphère alors que le vice-président irlandais s'envole à bord d'un hélicoptère de l'armée cinghalaise vers les zones contrôlées par les Tigres tamouls au nord du Sri Lanka. Son arrivée est célébrée, de manière triomphale, par le groupe. Dans ces zones reculées du Sri Lanka, on le considère comme un alter ego à leur lutte.

Conclusion

L'apport de la communauté internationale ne doit pas être surévalué dans le processus de paix de l'Irlande du Nord et dans l'intégration du Sinn Fein. D'importantes avancées en Irlande du Nord ont influencé le processus et ce, bien avant la présence de Bill Clinton ou celle d'acteurs de poids. En s'investissant dans le conflit, ces acteurs extérieurs pressent l'IRA à rendre les armes. La résolution du conflit après près de 30 ans de terreur est certes le fruit d'efforts combinés entre le Sinn Fein, l'IRA et leurs partenaires irlandais, britanniques et internationaux. Les hommes politiques de l'IRA/Sinn Fein comprennent rapidement que la meilleure alternative à une victoire paramilitaire, voire à la réunification de l'Irlande, passe par la résolution pacifique du conflit et que le désarmement de l'IRA est plus que nécessaire afin de poursuivre la lutte sur la scène politique.

Les compromis réalisés par l'Irish Republican Army auprès de la table des négociations relèvent d'un moment historique. Aucun autre processus semblable ne peut être entamé sans une participation entière du groupe paramilitaire et des acteurs politiques. L'IRA fait preuve d'importants efforts et travaille au processus en faisant toute une série de compromis difficiles, dont se désarmer et partager le pouvoir en partenariat avec des groupes protestants. Ces compromis étaient inimaginables à la fin des années 1960.

Conclusion

Notre mémoire aborde la relation qu'entretient le Sinn Fein auprès de l'IRA, les jeux de pouvoir du groupe d'Adams et comment l'intégration du parti politique bouleverse non seulement leur relation, mais entraîne la domination du Sinn Fein sur le groupe paramilitaire.

Afin d'entamer un processus de démilitarisation, la branche politique doit dominer, voire subordonner, la branche paramilitaire. Au cours des Troubles, on note que le Sinn Fein se développe graduellement en branche politique forte. Les années 1970 témoignent de la montée de l'influence de Gerry Adams et de sa bande qui se lancent dans un plan ambitieux de restructuration politique. D'importants bouleversements et réflexions internes forcent également la révision de la stratégie du « ballot box in one hand, Armalite in the other », notamment le déclin des ressources de l'IRA, la sophistication des troupes britanniques et le contexte politique des années 1980 et 1990. Tant le Sinn Fein que l'IRA réalisent qu'une telle combinaison ne peut se poursuivre en parallèle l'un de l'autre.

En étant intégré au processus de paix et aux négociations menant à l'Accord de Belfast, le Sinn Fein acquiert une légitimité et une crédibilité à travers l'île irlandaise, en Grande-Bretagne et sur la scène internationale. L'Accord de Belfast concède également un nouveau rôle au parti politique, qui se voit développer un réseau électoral et politique important au Nord ainsi qu'un rôle au Sud.

L'engagement du Sinn Fein au sein du processus de paix en Irlande du Nord attire également l'attention de la communauté internationale, notamment de l'administration de Bill Clinton. Le contexte international des années 1990 et 2000 qui témoigne de la lutte internationale au terrorisme contribue à la domination du

Sinn Fein sur l'IRA. En effet, le contexte international et la présence de la communauté internationale amènent le Sinn Fein à jouer un rôle de front dans le processus de paix.

Nous concluons que la subordination du Sinn Fein sur l'IRA, à travers son nouveau rôle politique et le contrôle du politique sur la lutte paramilitaire sont les éléments déclencheurs du dépôt des armes de l'IRA. Face à la domination du Sinn Fein, l'IRA comprend que la branche politique offre davantage d'avenir à la réunification irlandaise que ne le fait la lutte armée.

Bibliographie

Adams, G., 2005, *The New Ireland: A Vision For The Future*, Brandon : Dingle, 124 p.

Adams, G., 2003, *A Farther Shore : Ireland's long road to peace*, New York : Random House, 412 p.

Adams, G., octobre 2001, *Looking to the Future*, [En ligne]. Adresse URL : <http://cain.ulst.ac.uk/events/peace/docs/ga221001.htm> [Consulté le 14 mars 2010]

Adams, G., 1996, *Before the Dawn : An Autobiography*, Brandon : Dingle, 346 p.

Adams, G., 1995, *Free Ireland : Towards a Lasting Peace*, Brandon : Dingle, 256 p.

An Phoblacht, 6 septembre 2007, *Iraq : Helsinki agreement provides hope for the future*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.anphoblacht.com/news/detail/20563>, [Consulté le 6 décembre 2009]

Access Research Knowledge (ARK), *Northern Ireland Elections - The 1985 Local Government Elections*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.ark.ac.uk/elections/flg85.htm>, [Consulté le 17 avril 2011]

Access Research Knowledge (ARK), *Northern Ireland Elections - The 1983 Westminster Election*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.ark.ac.uk/elections/fw83.htm>, [Consulté le 17 avril 2011]

Arthur, P., 28 juillet 2005, « The end of the IRA's 'long war' », *Open Democracy.net*, [En ligne]. Adresse URL : http://www.opendemocracy.net/democracy-protest/IRA_2711.jsp, [Consulté le 12 février 2010]

Ayres, William. R., 2000, « A World Flying Apart? Violent Nationalist Conflict and the End of the Cold War », *Journal of Peace Research*, 37(1), pp.107-117

BBC, 2009, *IRA: War, ceasefire, endgame?*, [En ligne]. Adresse URL : http://news.bbc.co.uk/1/hi/english/static/in_depth/northern_ireland/2001/provisional_ira/2009 [Consulté le 22 septembre 2009]

BBC, 2006, *What happened in the hunger strike?*, [En ligne]. Adresse URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/4941866.stm, [Consulté le 12 novembre 2009]

BBC, 2000, *Bill Clinton : His role in Northern Ireland*, [En ligne]. Adresse URL : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/1065913.stm>, [Consulté le 17 avril 2010]

Bean, K., 2007, *The new politics of Sinn Fein*, Liverpool : Liverpool University Press, 294 p.

Bishop, P. & Mallie, E., *The Provisional IRA*, London : Corgi, 1988, 496 p.

Bjorgo, T. & Horgan, J., 2009, *Leaving Terrorism Behind. Individual and collective disengagement*, Oxon : Routledge, 328 p.

Bloomer, S. & Edwards, A., 2008, *Transforming the peace process in Northern Ireland : From terrorism to democratic politics*, Portland : Irish Academic Press, 252 p.

Burgess, K., 18 octobre 2008, « 9/11 attacks 'helped to secure peace in Northern Ireland' », *The Sunday Time*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/ireland/article4965700.ece>, [Consulté le 20 mai 2010]

CAIN (Conflict Archives on the Internet), 1996, *Conflict and Politics in Northern Ireland*, [En ligne]. Adresse URL : <http://cain.ulst.ac.uk/>, Ulster University [Consulté en 2010-2011]

Cash, John D., 1996, *Identity, Ideology and Conflict: The Structuration of Politics in Northern Ireland*, Cambridge: Cambridge University Press, 230 p.

CBC News Online, 2005, *IRA disarms: Tony Blair's statement*, [En ligne]. Adresse URL : http://www.cbc.ca/news/background/northernireland/blair_statement.html [Consulté le 27 août 2009]

Clausewitz, C. von, 1934 (éd.), *De la guerre*, Paris : Librairie académique Perrin, 348 p.

Cochrane, F., 2007, « Irish-America, the End of the IRA's Armed Struggle and the Utility of "Soft Power" », *Journal of Peace Research*, 44(2), pp.215-231

Coogan, T. P., 1996, *The Troubles. Ireland's Ordeal 1966-1996 and the Search for Peace*, Colorado : Robert Rinehart Publishers, 472 p.

Courbage, Y., 1996, « Affiner la mesure de la migration en Irlande du Nord », *Population*, 51(2), mars-avril 1996, p. 468-481

Cox, M., 1997, « Bringing in the 'International' : the IRA cease-fire and the end of the Cold War », *International Affairs*, 73 (4), p. 671—693

Cronin, A. K., 2006, « How Al-Qaeda Ends. The Decline and Demise of Terrorist Groups », *International Security*, 31 (1), pp. 7-48

Cunningham, C.P., 2009, « Northern Ireland and the 'War on Terror' : Political Perceptions », *Irish Political Studies*, 24 (3), p. 285 - 302

Delanty, G., Août 1995, « Negotiating the Peace in Northern Ireland », *Journal Of Peace Research*, 32 (3), pp. 257-264

Deutsch, R., 1998, *Le sentier de la paix. L'accord anglo-irlandais de 1998*, Paris : Presses universitaires de Rennes, 167 p.

Duffy, L., 30 octobre 2002, « McGuinness : My war is over », *BBC*, [En ligne]. Adresse URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/2373837.stm, [Consulté le 27 janvier 2010]

Eagleton, T., 1994, *Ideology*, London : Longman Critical Readers Series, 308 p.

Engeland, A. Van & Rudolph, R.M., 2008, *From Terrorism to Politics*, Aldershot : Ashgate Publishing, 217 p.

English, R., 2003, *Armed Struggle. The History of the IRA*, Oxford : Oxford University Press, 492 p.

Feeney, B., 2003, *Sinn Fein. A Hundred Turbulent Years*, Madison : The University of Wisconsin Press, 464 p.

Frampton, M., 2009, *The Long March. The Political Strategy of Sinn Fein, 1981-2007*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 254 p.

German, M., 2007, *Thinking Like a Terrorist. Insights of a Former FBI Undercover Agent*, Dulles, Virginie : Potomack Books, 239 p.

Goldring, M., 2005, *Renoncer à la terreur*, Monaco : Édition du Rocher, 316 p.

Farren, S., Mulvihill R.F., *Paths to a Settlement*, Buckinghamshire : Colin Smythe Limited, 2000, 252 p.

Heiberg, M., O'Leary, B. & Tirmon, J., (2007), *Terror, Insurgency, and the State. Ending Protracted Conflicts*, Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 512 p.

Irish Republican Army, 26 septembre 2005, IRA initiative 2005 - All arms put beyond use, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15518>. [Consulté le 4 décembre 2009]

Irish Republican Army, 28 juillet 2005 (a), *Irish Republican Army Ceasefire Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Irish Republican Army, 2005(b), *Historic IRA Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Irish Republican Army, 2005 (c), *IRA Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Irish Republican Army, 23 octobre 2001, *Irish Republican Army Ceasefire Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Irish Republican Army, 2 décembre 1999, *Irish Republican Army Ceasefire Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Irish Republican Army, 30 avril 1998, « IRA breaks silence on peace deal », *BBC*, [En ligne]. Adresse URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/events/northern_ireland/latest_news/85905.stm, [Consulté le 16 février 2010]

Irish Republican Army, 31 août 1994, *Irish Republican Army Ceasefire Statement*, Dublin : Irish Republican Publicity Bureau

Key, V.O. Jr., 1964, *Political Parties and pressure groups*, New York : Thomas Y. Crowell Company, 5e édition, 738 p.

Krings, T., 2006, « 'With a ballot paper in both hands.' The transformation of the Irish Republican movement from armed insurrection to constitutional politics », *Conflict Archive on the Internet*, [En ligne]. Adresse URL :

<http://cain.ulst.ac.uk/othelem/organ/docs/krings290406.pdf>, [Consulté le 28 mai 2009]

Lieberfeld, D., mai 2002, « Evaluating the Contribution of Track-Two Diplomacy to Conflict Termination in South Africa, 1984-1990 », *Journal of Peace Research*, 39(3), pp. 355-372

Lijphart, A. 1977, *Democracy in Plural Societies. A comparative Exploration*, London : Yale University Press, 248 p.

Maillot, A., 2005, *New Sinn Fein. Irish Republicanism in the twenty-first century*, Oxon : Routledge, 212 p.

McAdam, D., McCarthy, J.D., et Zald, M.N., *Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, New York : Cambridge University Press, 1996, 426 p.

McDonald, H., et Bowcott, O., 15 juin 2010, « Bloody Sunday report : 38 years on, justice at last », *The Guardian*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.guardian.co.uk/uk/2010/jun/15/bloody-sunday-report-soldiers-prosecuted>, [Consulté le 15 juin 2010]

McKittrick, D., 21 mai 1996, « Sinn Fein ready to accept Mitchell principles », *The Independent*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.independent.co.uk/news/sinn-fein-ready-to-accept-mitchell-principles-1348380.html>, [Consulté le 14 mai 2009]

Meehan, N., et Horgan, J., (1987). *Survey on attitudes of Dublin Population to Section 31 of the Broadcasting Act*, Dublin: National Institute for higher Education

Moloney, E., 2007 (2e édition), *A Secret History of the IRA*, Londres : Penguin, 768 p.

Mueller, J., 28 février 2003 « Scénario catastrophe : Désordre après la Guerre froide », *Journal of Conflict Resolution*, 38 (3), [En ligne]. Adresse URL : <http://www.conflicts.org/index878.html>, [Consulté le 5 mai 2009]

Northern Ireland Census 2001 Key Statistics (2001), *Religion, Table KS07a*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.nisra.new.nisra.gov.uk/Census/Census2001Output/KeyStatistics/keystats.html>, [Consulté le 14 avril 2011]

O'Brien, B., 1995, *The Long War. The IRA and Sinn Fein. 1985 to Today*, Dublin : O'Brien Press Ltd., 383 p.

O'Broin, E., 2009, *Sinn Fein and the Politics of Left Republicanism*, London : Pluto Press, 343 p.

O'Kane, E., 2004, « Anglo-Irish Relations and the Northern Ireland Peace Process : From Exclusion to Inclusion », *Contemporary British History*, 18(1), pp.78-99

PBS et WGBH/Frontline, 1998, *Behing the Mask. IRA and Sinn Fein*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/ira/>, [Consulté le 3 septembre 2009]

Rekawek, K. E., 2008, *How 'terrorism' does not end : the case of the Official Irish Republican Army*, London : Critical Studies on Terrorism, 1(3), pp. 359 – 376

Ruane J., & Todd, J., 1999, *After the Good Friday Agreement. Analysing Political Change in Northern Ireland*, Dublin : University College Dublin Press, 223 p.

Sandler, T., & Siqueira, K., (2006) « Terrorist versus the Government. Strategic Interaction, Support, and Sponsorship », *Journal of Conflict Resolution*, 50(6), pp. 878-898

Sharrock, D. & Devenport, M., *Man of War, Man of Peace? The Unauthorized Biography of Gerry Adams*, London: Pan MacMillan, 1997, 514 p.

Sinn Fein, 2006, *Building a Permanent Peace in Ireland*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15213>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sinn Fein, 22 mai 1998, *The Good Friday Agreement, Ard Fheis extraordinaire*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/good-friday-agreement>, [Consulté le 14 mai 2010]

Sinn Fein, 1998 (a), *Removing the Causes of the Conflict*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/16314>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sinn Fein, 1998 (b) *An Address to the IRA*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15207>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sinn Fein, 1998 (c) *A Bridge to the Future*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15211>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sinn Fein, 1996, *Building a Permanent Peace in Ireland. Sinn Fein's submission to the International Body*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15213>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sinn Fein, 1992, *Towards a Lasting Peace*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.sinnfein.ie/contents/15212>, [Consulté le 11 janvier 2010]

Sparrow, Andrew, 15 juin 2010, « Bloody Sunday : the Saville Report as it happened », *The Guardian*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.guardian.co.uk/news/blog/2010/jun/15/bloodysunday-northernireland>, [Consulté le 15 juin 2010]

Stevenson, J., automne 1998, « Peace in Northern Ireland : Why Now? », *Foreign Policy*, 112, pp. 41 à 54

Stevenson, J., 1996-1997, « Northern Ireland : Treating Terrorists as Statesmen », *Foreign Policy*, 105 (hiver), pp. 125-140

Sutton, Malcom, 2001, *Sutton Index of Deaths*, [En ligne]. Adresse URL : <http://cairn.ulst.ac.uk/sutton/>, [Consulté le 14 avril 2011]

Tangen, M. von, & Smith, M.L.R., 2000, « War by Other Means : The Problem of Policital Control in Irish Republican Strategy », *Armed Forces & Society*, 27 (1), pp. 79 à 104

Taylor, P. (BBC), News, 2005, *IRA Arms: What next for NI Politics*, [En ligne]. Adresse URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/northern_ireland/4283916.stm [Consulté le 15 août 2009]

Tempest, M., 26 juillet 2005, *Tony Blair's press briefing*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.guardian.co.uk/politics/2005/jul/26/uksecurity.terrorism>, [Consulté le 7 mai 2009]

Thatcher, M., 1981, *House of Commons PQs*, *Margaret Thatcher Foundation*, [En ligne]. Adresse URL : <http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=104641>, [Consulté le 7 mai 2009]

Tonge, Jonathan, août 2006, « Sinn Fein and 'New Republicanism' in Belfast », *Space and Policy*, 10 (2), pp.135-147

Vernhes, C., 2001, *La paix en péril après la démission de David Trimble*, [En ligne]. Adresse URL : http://www.rfi.fr/actufr/articles/019/article_9479.asp, [Consulté le 14 mars 2010]

Weinberg, L. & Pedahzur, A., 2003, *Political Parties and Terrorist Groups*, London : Routledge, 192 p.

Whelan, P., « Huge Crowds pay tribute to Loughgall Martyrs », *An Phoblacht*, 10 mai 2010

Wikipedia, 2010, *Irlando-américains*, [En ligne]. Adresse URL : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Irlando-Am%C3%A9ricains>, [Consulté le 16 avril 2011]